

TENSION DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

SAÂDAOUI FACE AUX SYNDICATS

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8107 MARDI 4 FÉVRIER 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

SOUS LA PRESSION DES DROITS DE DOUANE DE TRUMP

Le prix du pétrole en hausse

Page 4

RELATIONS ALGÉRO-FRANCAISES
LES ÉCLAIRAGES DE TEBBOUNE

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a été ferme et clair sur la crise actuelle dans les relations entre l'Algérie et la France. Dans un entretien au quotidien français l'Opinion, publié avant-hier, le Président a évoqué pratiquement la plupart des dossiers qui fâchent dans ces rapports bilatéraux, estimant que le « dialogue politique est quasiment interrompu » et affirmant « perdre du temps » avec le président français Emmanuel Macron.

Page 3



GRÈVE DES HUIT JOURS

L'internationalisation de la cause algérienne

Page 5

COMMUNICATION ET IMAGE D'ENTREPRISE

Lancement du premier «Algeria Film Entreprize»

Page 9

DÉNONÇANT LA GESTION DES INONDATIONS

Des milliers de manifestants à Valence

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

RENOUVELLEMENT DES DOCUMENTS

Les retraités nés en février doivent se mettre à jour

LA CAISSE nationale de retraite invite tous les bénéficiaires d'une pension ou d'une allocation de retraite, nés au mois de février, à procéder au renouvellement de leurs documents justificatifs durant le mois courant. Cette démarche, essentielle pour assurer la continuité du versement des pensions, s'inscrit dans une volonté d'améliorer et de simplifier les procédures administratives.

Afin de faciliter ce processus, la caisse encourage vivement les retraités concernés à privilégier les services numériques mis à leur disposition, grâce à ces outils modernes, ils peuvent désormais renouveler leurs documents à distance, de manière rapide et sécurisée, sans avoir à se déplacer vers les agences locales.

Ce renouvellement s'effectue via la plateforme mobile « RetraiteDz », spécialement conçue pour offrir un service fluide et accessible. La CNR a rappelé les documents devant être renouvelés annuellement pour la retraite directe, à savoir « une fiche familiale avec mentions marginales ou un certificat de vie pour les retraités célibataires ».

Pour les retraités bénéficiant d'une pension directe, la validation de leur présence en vie repose sur la technologie de reconnaissance faciale R-Face. Ce système garantit une identification fiable et rapide du bénéficiaire, évitant ainsi les démarches administratives complexes.

Quant aux bénéficiaires de la pension transférée, les documents seront au cas par cas, en ce sens que la veuve est tenue de renouveler « le certificat de non-remariage et une fiche familiale avec mentions marginales », tandis que la fille orpheline majeure est tenue de « fournir un certificat de non-mariage et une attestation d'absence d'activité professionnelle rémunérée ».

Pour les orphelins majeurs, ils doivent renouveler leurs documents qui consistent en « un certificat scolaire pour ceux dont l'âge ne dépasse pas 21 ans et une copie du contrat d'apprentissage pour ceux dont l'âge ne dépasse pas 25 ans ».

De même, il est demandé aux ascendants de fournir « une fiche familiale avec mentions marginales (en vie) », et à l'enfant incapable de travailler de fournir « une attestation d'absence d'activité professionnelle rémunérée et une fiche familiale avec mentions marginales », précise le communiqué.

Pour rappel, le renouvellement des documents est obligatoire une seule fois par an, au mois de naissance du retraité. Grâce à cette organisation méthodique, la Caisse nationale de retraite garantit un service efficace et simplifié, répondant aux attentes des retraités et de leurs ayants droit. L'usage des outils numériques comme « RetraiteDZ » constitue aussi une avancée majeure, facilitant le quotidien des bénéficiaires, tout en optimisant la gestion administrative.

Lynda Louifi

TENSION DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

Saâdaoui face aux syndicats

Dans un effort visant à désamorcer la crise qui secoue le secteur, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a initié une série de rencontres avec les syndicats représentatifs des travailleurs. Ces consultations, qui ont débuté dimanche, s'inscrivent dans le cadre d'un dialogue social visant à examiner les revendications professionnelles et sociales des acteurs du secteur, notamment en ce qui concerne le statut particulier et le régime indemnitaire.



Une série de rencontres avec les syndicats.

Sous la supervision directe du ministre, une commission d'écoute a entamé ses travaux en recevant cinq syndicats afin d'étudier leurs préoccupations et propositions. Cette initiative reflète une volonté d'apporter des réponses concrètes aux tensions nées des réformes en cours.

Les syndicats ont soumis une série de recommandations portant sur divers aspects du métier d'enseignant et des autres fonctions éducatives. Parmi les revendications phares, il faut noter celle du syndicat national autonome des assistants et superviseurs de l'éducation qui insiste sur la valorisation de l'expérience professionnelle et des diplômes, la clarification des missions, ainsi que l'absence de plafonnement de la carrière. Il réclame également l'intégration du grade de superviseur éducatif dans la catégorie 12, une réduction de l'âge de la retraite, et une augmentation des indemnités à hauteur de 30%.

Le syndicat national autonome des conseillers en éducation milite, de son côté, pour l'intégration de tous les conseillers éducatifs issus du corps de la supervision dans le nouveau grade de « Surveillant général de collège », tout en réduisant l'ancienneté requise pour cette intégration de sept à trois ans. Il demande également la création du poste d'inspecteur des services pédagogiques, accessible aux conseillers principaux et aux titulaires d'un doctorat.

Pour sa part, le syndicat national autonome des surveillants généraux des lycées plaide pour l'intégration de leur corps dans l'administration scolaire, en restreignant l'accès au poste de proviseur de lycée aux seuls surveillants généraux et en ouvrant la possibilité d'évoluer vers des postes de direction ou d'inspection. Le syndicat demande aussi l'introduction de nouvelles primes spécifiques au poste de surveillant général, notamment une prime de gestion pédagogique et de responsabilité. Le syndicat autonome des conseillers d'orientation et de l'orientation scolaire et professionnelle réclame la suppression du grade en voie de disparition (catégorie 12), l'intégration des conseillers d'orientation au grade de conseiller analyste, ainsi que l'accès à des grades supérieurs pour les plus expérimentés. Il demande également l'intégration directe des inspecteurs de l'orientation scolaire au grade d'inspecteur de l'enseignement moyen, et l'instauration d'un nouveau grade d'inspecteur national de l'éducation en orientation et conseil scolaire.

LES ENSEIGNANTS DU CYCLE MOYEN EXIGENT DES RÉFORMES CONCRÈTES

Le syndicat national autonome des enseignants du cycle moyen a activement participé aux consultations en formulant une série de propositions destinées à améliorer les conditions de travail des enseignants et renforcer la reconnaissance de leur métier. L'une de ses principales revendications concerne l'intégration des enseignants du cycle moyen, y compris les enseignants principaux et formateurs comptant moins de quatre ans d'ancienneté, dans les nouveaux grades supérieurs récemment instaurés.

Dans un souci d'équité et de cohérence, le syndicat insiste également sur la nécessité d'harmoniser le classement et la formation entre les trois cycles d'enseignement. Il plaide en outre pour une réduction du volume horaire hebdomadaire des enseignants du cycle moyen, estimant que cette mesure contribuera à alléger leur charge de travail et améliorer la qualité de l'enseignement.

Sur le plan financier, il réclame une augmentation des primes et indemnités, accompagnée de la création de nouvelles allocations, notamment une prime de risque et une prime de déplacement, afin de mieux prendre en compte les contraintes et les défis auxquels sont confrontés les enseignants. Enfin, le syndicat demande une clarification des conditions d'accès à la retraite anticipée ainsi que des modalités d'aménagement de postes adaptés, offrant ainsi des solutions aux enseignants en fin de carrière ou en situation de difficulté professionnelle.

Malgré l'ouverture de ces discussions, la situation demeure tendue. La coalition syndicale de l'éducation nationale, composée de quatre syndicats, le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste), le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) et l'Organisation des enseignants du moyen, a annoncé un mouvement de grève cyclique de deux jours par semaine, à compter du 11 et 12 février.

Ainsi, la coalition syndicale réclame la révision de ce nouveau statut notamment pour ce qui est de ses aspects liés aux « catégories, missions, fautes professionnelles, sanctions, promotion… » Tout comme il est question de la « révision du régime indemnitaire pour porter à la hausse les primes et indemnités et créer de nouvelles primes ».

De plus, les quatre syndicats mettent l'accent sur « la nécessité de mettre en application les instructions du président de la République relatives à la préparation d'un statut particulier pour l'enseignant ». Ils exigent également l'application du nouveau statut et régime indemnitaire « avec effet rétroactif à partir de janvier 2024 en application de la décision du Président prise lors du conseil des ministres du 24 décembre 2023 ».

Cette mobilisation traduit le mécontentement persistant des enseignants et des travailleurs du secteur, qui jugent insuffisantes les avancées obtenues jusqu'à présent. Le ministère de l'éducation parviendra-t-il à désamorcer cette crise et à satisfaire les revendications des syndicats ? L'issue des prochaines négociations sera déterminante pour l'avenir du secteur et la stabilité des établissements scolaires.

Lynda Louifi

DANS UN ENTRETIEN À UN QUOTIDIEN FRANÇAIS

Les messages de Tebboune à la France

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a été ferme et clair sur la crise actuelle dans les relations entre l'Algérie et la France. Dans un entretien au quotidien français l'Opinion, publié avant-hier, le président Tebboune a évoqué pratiquement la plupart des dossiers qui fâchent dans ces rapports bilatéraux, estimant que le « dialogue politique est quasiment interrompu » et affirmant « perdre du temps » avec le président français Emmanuel Macron.

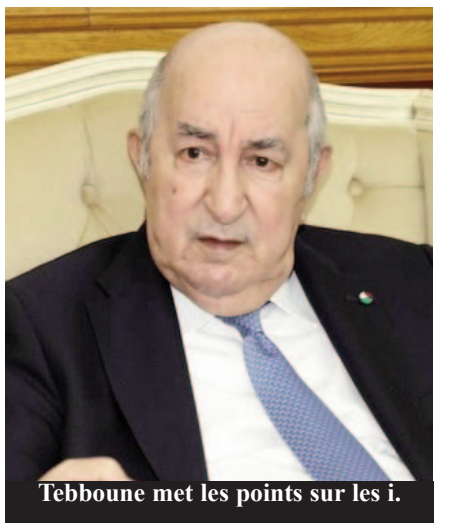
Des vérités ou des messages que le chef de l'Etat a adressés à la France, mais surtout aux Français, alors que la tension entre les deux pays a pris de graves proportions ces derniers jours, avec les violentes campagnes de l'extrême droite et des courants radicaux anti-algériens. Les affirmations du président Tebboune et le timing de ce long entretien sont venus à point pour clarifier des situations et des positions sur les contentieux actuels.

Considéré comme un message d'apaisement et une réponse aux discours malintentionnés et haineux distillés en France, le Président a voulu, à travers cet entretien, mettre les points sur les i, afin de dissiper les incertitudes et les doutes sur la position de l'Algérie sur les divers contentieux.

« Le climat est délétère, nous perdons du temps avec le président Macron », a déclaré le président Tebboune, mettant en garde contre « une séparation qui deviendrait irréparable », en notant que « nous avions beaucoup d'espoirs de dépasser le contentieux mémoriel (…) Mais plus rien n'avance si ce n'est les relations commerciales ».

Pointant « des déclarations hostiles, tous les jours, de politiques français », le Président a toutefois souligné qu'il « distingue la majorité des Français de la minorité de ses forces rétrogrades ». Il a dénoncé, à ce propos, le discours et les manœuvres de cette minorité, héritière de l'OAS et adepte du rapport de force, soulignant la nécessité de restaurer un dialogue fondé sur le respect mutuel.

Selon M. Tebboune, la restauration de ce dialogue nécessite que la France abandonne ses postures néocoloniales et revoie son approche vis-à-vis de l'Algérie. Dans ce contexte, il a cité des personnalités françaises telles que Jean-Pierre Chevènement, Jean-Pierre Raffarin, Ségolène Royal et Dominique de Villepin, qui incarnaient une politique étrangère plus équilibrée et respectueuse, appelant la classe politique française à un sursaut.



Tebboune met les points sur les i.

PRÊT À REPRENDRE LE DIALOGUE

Concernant la reprise du dialogue entre les deux pays, le président de la République a exprimé sa disponibilité à le faire, à condition qu'il y ait des déclarations fortes de son homologue français : « Ce n'est pas à moi à les faire », a-t-il dit, soulignant que les médias des extrémistes ont pour « mission quotidienne » de « détruire l'image de l'Algérie ».

Dans la foulée, M. Tebboune a eu une réponse cinglante aux menaces de Marine Le Pen, qui a affirmé que si elle était élue présidente, elle ferait avec l'Algérie ce que le président Donald Trump a fait avec la Colombie pour la forcer à reprendre ses immigrés clandestins. « Ce sont des ‹'analphabétises››. Les responsables du Rassemblement national ne connaissent que l'utilisation de la force. Il y a encore dans l'ADN de ce parti des restes de l'OAS pour laquelle il fallait tout régler par la grenade et les attentats », a déploré le président Tebboune.

Dans son analyse des relations bilatérales, le président Tebboune a dénoncé les multiples ingérences, la campagne médiatique et politique, et surtout les décisions unilatérales et injustifiées du gouvernement français sur certains dossiers, comme celui de l'influenceur expulsé sans base légale, l'affaire Sansal ou le dossier sur le Sahara occidental.

A ce sujet, il a indiqué avoir prévenu son homologue français qu'il commettait « une grave erreur », alors que ce dernier s'apprêtait à reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. « Vous ne gagnerez rien et vous allez nous perdre », avait-il alors déclaré à Macron.

GROSSIÈRE MANIPULATION

S'agissant de l'affaire Sansal, naturalisé depuis quatre mois par la France, M. Tebboune a estimé qu'il s'agit d'une manipulation grossière. Cet écrivain est devenu, comme par enchantement, le symbole d'une campagne orchestrée contre l'Algérie sous le prétexte de défendre les libertés. « Boualem Sansal n'est pas un problème algérien. C'est un problème pour ceux qui l'ont créé », a-t-il souligné, mettant en évidence les connivences troublantes entre certaines élites françaises et les réseaux visant à affaiblir l'Algérie.

« C'est une affaire scabreuse visant à mobiliser contre l'Algérie », a souligné le président Tebboune, précisant que « Sansal est allé dîner chez Xavier Driencourt, l'ancien ambassadeur de France à Alger, juste avant son départ pour Alger. Ce dernier est lui-même proche de Bruno Retailleau qu'il devait revoir à son retour ». Sur les manœuvres troubles des services français en Algérie, après les révélations d'un ex-djihadiste, le chef de l'Etat a estimé que l'affaire « Abou Rayan » n'était qu'un épiphénomène. Il a expliqué que « ce dernier, un repenti, avait informé l'Algérie des tentatives de recrutement par la France, via un agent de la DGSE à l'ambassade de France à Alger », soulignant que « la France a agi sans en avertir les autorités algériennes, ce qui a conduit à une vigilance accrue de la part de l'Algérie ».

En abordant les relations passées entre les services de renseignement algériens et français, M. Tebboune a déclaré que « la coopération avec la DGSI avait cessé en raison des positions hostiles de certains responsables français, notamment Retailleau (actuel ministre de l'Intérieur) ». En revanche, il a noté que « la DGSE, placée sous la tutelle du ministère des Armées, avait su maintenir une certaine distance ».

Après avoir démonté les faux-semblants français, comme l'aide au développement ou les fausses factures impayées des soins d'Algériens en France, le président de la République a répondu à ceux qui appellent en France à l'abrogation de l'accord de 1968 : « Pour moi, c'est une question de principe. Je ne peux pas marcher avec toutes les lubies. Pourquoi annuler ce texte qui a été révisé en 1985, 1994 et 2001 ? ». Il a qualifié ce texte de « coquille vide » qui permet le « ralliement de tous les extrémistes comme du temps de Pierre Poujade. »

Concernant le dossier de la Grande Mosquée de Paris, le président de la République a accusé le ministre Retailleau d'avoir lancé des enquêtes sur ses biens pour « remplacer, à terme », le recteur actuel et l'affaiblir, jugeant probable que certains pays arabes « sont en train de jouer avec le feu, avec la complicité de Bruno Retailleau ».

Mohamed K.

PORTER L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE AU RANG DES ÉCONOMIES ÉMERGENTES

Le Président réitère ses engagements

«SI DIEU le permet, peut-être dans deux ans maximum, l'Algérie sera un pays émergent du niveau des pays du Sud de l'Europe, avec un PIB de plus de 400 milliards de dollars». C'est ainsi qu'a répondu le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la question de l'Opinion sur la situation économique du pays. Ayant qualifié son nouveau quinquennat présidentiel d'un mandat économique par excellence, le président de la République ambitionne de concrétiser ses engagements sur le terrain et porter l'économie algérienne au rang des économies émergentes. Après avoir jeté un premier jalon et engager des réformes audacieuses durant son premier mandat, le président de la République compte, en effet, aller au bout des réformes et multiplier les réalisations. Cet engagement a été réitéré par le Président, qui a accordé une interview exclusive au quotidien l'Opinion. La longue entrevue, qui a permis de faire un tour d'horizon de l'actualité politique nationale et internationale, principalement la crise diplomatique qui dure depuis plusieurs semaines entre Alger et Paris, a été aussi une occasion d'évoquer le volet économique. Interrogé sur l'état de santé de l'économie algérienne, M. Tebboune a tout de suite mis en avant les réalisations accomplies sur le terrain, mais surtout les ambitions fixées à même de renforcer l'économie du pays.

FABRIQUER LE MAXIMUM DE PRODUITS LOCALEMENT

Le Président a évoqué l'achèvement « au début de 2027, tout au plus », de la construction du « programme de 3,5 millions de logements deux millions sont déjà livrés», affirmant que la crise de l'eau sera aussi réglée. La volonté de réduire « l'importation des matières premières pour nos usines » a également été signalée par le président de la République, qui a mis en avant l'objectif de « fabriquer le maximum de produits sur place ».

Les ambitions de l'export de l'Algérie ont également été mises en exergue par le chef de l'Etat. « Nous allons être parmi les plus grands pays exportateurs de phosphate et dérivés », a-t-il précisé, signalant l'ambition du pays de développer les énergies renouvelables. « Nous allons aussi développer l'énergie solaire et la production d'hydrogène vert, une nouvelle ressource qui renforcera l'attractivité industrielle de l'Algérie », a affirmé M. Tebboune, lequel a fait savoir que cela permettra aussi de renforcer la place de l'Algérie sur le marché international, principalement européen. « Cela nous permettra d'augmenter notre capacité à fournir de l'énergie à l'Europe », a précisé le Président, qui n'a pas manqué d'évoquer le fait que le pays aspire à renforcer sa sécurité alimentaire.

L'ALGÉRIE OUVRE SON ÉCONOMIE AUX INVESTISSEURS ÉTRANGERS

Le président de la République a été, en outre, appelé à s'exprimer sur les relations économiques bilatérales avec certains pays, principalement sur les investissements chinois en Algérie. Il a, dans ce sens, fait état de l'intérêt accordé par les Chinois à de nombreux secteurs d'activité, citant les technologies de pointe, l'électronique, en passant par le numérique et les batteries au lithium, surtout qu'« on dispose de cette matière première ». Il n'a surtout pas manqué de souligner les réalisations accomplies dans le secteur du logement, précisant que « les Chinois ont proposé les meilleures offres, les délais les plus courts », a-t-il noté, exprimant sa satisfaction quant à leurs prestations. L'Algérie ne limite cependant pas son terrain d'investissement à un seul investisseur. « L'Algérie est aussi en train de faire ses propres investissements et a ouvert son économie à d'autres investisseurs étrangers dont l'arrivée est facilitée par la nouvelle loi sur l'investissement », a affirmé le président de la République, lequel a signalé l'enregistrement de 11 000 projets au niveau de l'Agence nationale de promotion de l'investissement.

EXPORTER LES PRODUITS AGRICOLES ET L'ACIER EN EUROPE

Une question incontournable a été adressée au Président sur la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne. Pourquoi appelez-vous à la révision de l'accord entré en vigueur en 2005 ? A cette question, il a simplement mis en avant la transformation de l'économie algérienne en 20 ans mais surtout les ambitions et les voies qui s'ouvrent pour l'économie du pays. « Notre ambition exportatrice s'affirme », a affirmé M. Tebboune, avant d'ajouter qu'« en 2005, nous n'avions guère de production en dehors des hydrocarbures. Aujourd'hui, nous avons une production industrielle nationale ». Il a surtout évoqué les progrès réalisés dans le secteur de l'électroménager et celui de l'agriculture. Ce dernier génère, selon le Président, qui se fie aux données de la FAO, 37 milliards de dollars par an, notant que les produits maraîchers sont exportés en Tunisie, en Mauritanie et au Moyen-Orient. Et pourquoi ne pas orienter certains produits algériens vers le marché européen. Selon lui, « il faut réviser l'accord pour que nos produits agricoles et notre acier accèdent au marché européen dans des conditions préférentielles ».

Lilia Aït Akli

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Kouidri prend les rênes d'un secteur stratégique

Ouacim Kouidri a officiellement pris ses fonctions, hier, à la tête du ministère de l'Industrie pharmaceutique, après sa nomination la veille par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. La cérémonie de passation des pouvoirs avec son prédécesseur, Fouad Hadji, qui occupait le poste de ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie chargé de la production pharmaceutique, s'est déroulée au siège du ministère de l'Industrie, en présence de nombreuses personnalités du secteur.

L'événement s'est tenu sous la supervision du ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, qui a salué l'importance accordée par le chef de l'État à ce domaine stratégique. «La promotion de l'industrie pharmaceutique au statut de ministère à part entière témoigne de la volonté du président de la République de faire de ce secteur un pilier majeur de la sécurité sanitaire du pays», a-t-il déclaré.

La création d'un ministère consacré à l'industrie pharmaceutique traduit l'ambition du chef de l'Etat de renforcer la souveraineté sanitaire du pays. Face aux défis liés à l'importation des médicaments et aux besoins croissants en produits pharmaceutiques, l'Algérie mise sur une production locale capable de répondre aux exigences du marché national et d'ouvrir la voie à l'exportation.

C'est dans cette optique que Kouidri entend inscrire son action. Lors de son premier discours en tant que ministre, il a exprimé sa gratitude envers le Président Tebboune pour la confiance placée en lui et a affirmé sa détermination à relever les défis du secteur. «Mon engagement est total pour consolider l'industrie pharmaceutique nationale, renforcer la production locale et garantir une offre de médicaments accessibles et de qualité aux citoyens algériens», a-t-il déclaré. Le nouveau ministre a insisté sur l'importance de la collaboration entre les différents acteurs du secteur, notamment les laboratoires, les entreprises pharmaceutiques publiques et privées, ainsi que les organismes de régulation, tout en soulignant que «nous devons travailler ensemble pour mettre en œuvre les orientations du président de la République et développer une industrie pharmaceutique à la hauteur des ambitions nationales».


Ouacim Kouidri.

De son côté, l'ancien ministre délégué, Fouad Hadji, a exprimé sa reconnaissance envers le président de la République pour la confiance placée en lui durant son mandat. Il a également salué l'accompagnement du ministre de l'Industrie et souhaité plein succès à son successeur dans l'accomplissement de ses missions.

Médecin de formation, Ouacim Kouidri dispose d'une expérience de plus de vingt ans dans l'industrie pharmaceutique, il a intégré le groupe public Saidal en 2002, au sein de l'annexe régionale d'Oran, avant de gravir les échelons jusqu'à occuper le poste de directeur central à la direction générale. En avril 2023, il a été nommé PDG du groupe Saidal, où il a joué un rôle déterminant dans le renforcement de la production nationale de médicaments et la modernisation des infrastructures du groupe.

Son parcours au sein du premier groupe pharmaceutique national lui confère une connaissance approfondie des enjeux du secteur, il aura désormais la responsabilité d'impulser une nouvelle dynamique à l'industrie pharmaceutique, en veillant notamment à la réduction des importations, à l'encouragement de la production locale et à l'accélération des procédures de mise sur le marché des médicaments. Le nouveau ministre devra également poursuivre les efforts en matière de réglementation et de contrôle de la qualité des médicaments afin de garantir une production conforme aux normes internationales. La mise en place de nouveaux mécanismes d'accompagnement des entreprises pharmaceutiques et la facilitation de l'accès aux matières premières figurent parmi les priorités du ministère.

Sihem Bounabi

CAAID- RESEAU PROSPERITE AFRICAINE

Un partenariat stratégique pour renforcer la coopération économique

LE CENTRE arabo-africain pour l'investissement et le développement (CAAID) et le Réseau de prospérité africaine ont signé un mémorandum d'entente stratégique, en vue d'intensifier la coopération économique et commerciale entre les pays africains.

Signé, avant-hier, en marge du sommet «Prospérité africaine» tenu à Accra (Ghana), ce partenariat stratégique reflète l'engagement commun des deux organisations pour stimuler le développement durable, offrir un environnement propice à l'investissement, le renforcement du commerce intra-africain et la Zone de libre-échange continentale africaine dans la promotion de l'intégration économique sur le continent, a indiqué le CAAID dans un communiqué.

Ce mémorandum d'entente, qui entre en vigueur immédiatement, pour une période de cinq ans, définit un cadre complet pour promouvoir l'investissement, développer le commerce intra-africain, renforcer les capacités et organiser des événements de haut niveau visant à faciliter la coopération entre investisseurs, entreprises et institutions financières, a-t-on précisé. Il comprend également le lancement de projets communs dans des secteurs vitaux tels que l'énergie, la technologie, l'agriculture et l'industrie.

Le Sommet «Prospérité africaine» constitue une plateforme importante qui réunit des leaders du secteur privé, des décideurs politiques et des investisseurs venus de tout le continent, favorisant ainsi l'intégration des efforts de développement économique en Afrique, selon les explications du CAAID. Le sommet a été marqué par la participation de nombreuses personnalités économiques et politiques, sous le patronage et la supervision du président de la République du Ghana, John Dramani Mahama.

Dans son allocution, Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), représentant du président de la République, Brahim Boughali, a souligné l'importance de la coopération économique régionale, du soutien au développement de l'investissement en Afrique et de la nécessité d'une intégration économique accrue entre les pays africains.

Le directeur général du Réseau de prospérité africaine (APN), Sidiq Al-Tom, a de son côté indiqué que «ce partenariat s'aligne sur notre mission d'accélérer la transformation économique de l'Afrique en facilitant les opportunités commerciales et d'investissement bénéfiques pour tout le continent. Nous visons à apporter de l'innovation et favoriser une participation active de toutes les parties prenantes».

Pour sa part, le président du CAAID, Amine Boutalbi, a affirmé qu'à travers ce partenariat «nous cherchons à créer une Afrique plus connectée et prospère en activant des investissements stratégiques qui génèrent des opportunités d'emploi et un développement durable dans de nombreux pays du continent. Nous explorerons également des mécanismes innovants pour renforcer la coopération et l'intégration économique».

L'accent a été ainsi mis lors de ce Sommet sur l'importance de l'intégration des marchés africains et le développement d'infrastructures communes, ainsi que le financement des grands projets et le renforcement des partenariats public-privé pour contribuer au développement durable.

Des initiatives ont été également lancées pour favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat dans des secteurs-clés, tels que l'énergie renouvelable et les transports.

Rim Boukhari

SOUS LA PRESSION DES DROITS DE DOUANES IMPOSÉS PAR TRUMP

Le prix du pétrole en hausse

LE PRIX du pétrole a grimpé hier frôlant les 80 dollars poussés par les droits de douane de Donald Trump, imposés sur le Canada, le Mexique et la Chine, qui vont augmenter les coûts logistiques associés à l'exportation d'or noir. Une mesure qui suscite aussi des craintes de guerre commerciale et de perturbation de l'approvisionnement en brut.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain a progressé de 1,44 dollar, soit 2 %, pour atteindre 73,97 dollars. Les contrats à terme sur le Brent ont également augmenté de 62 cents, soit 0,8 %, pour s'établir à 77,34. La Maison-Blanche a annoncé que le président Donald Trump avait imposé des droits de douane sur les principaux partenaires commerciaux des États-Unis, à savoir le Canada, le Mexique et la Chine. Ces tarifs s'élèvent à 25 % sur les importations en provenance du Canada et du Mexique, et à 10 % sur les marchandises chinoises, en plus des taxes déjà en vigueur. Cette décision pourrait déclencher une guerre commerciale, menaçant la croissance mondiale et alimentant l'inflation. A court terme, les premiers effets des droits de douane sur le brut sont «haussiers» à cause «de frictions supplémentaires dans la logistique du transport du brut», explique Bjarne Schieldrop de la banque suédoise SEB. Cependant à plus long terme les effets secondaires sont «négatifs sur la croissance de l'économie mondiale, sur la demande de pétrole et donc sur le prix du pétrole», prévient M. Schieldrop.

S. N.

GRÈVE DES HUIT JOURS DE 1957

L'ÉTINCELLE DE L'INDÉPENDANCE ALGÉRIENNE

Dans une démonstration de solidarité et de détermination sans précédent, le peuple algérien a défié la répression coloniale lors de la grève générale de janvier 1957. Huit jours de résistance active ont suffi pour prouver au monde entier la force de l'unité nationale et le refus de la soumission. Face à l'oppression, l'Algérie a tenu bon, inscrivant un nouveau chapitre dans sa lutte pour l'indépendance.



Une démonstration de force.

Du 28 janvier au 4 février 1957, le peuple algérien a répondu massivement à l'appel du Front de libération nationale (FLN) pour une grève générale. Menée avec une organisation remarquable, cette action a mis en lumière la détermination inébranlable des Algériens face à l'oppression coloniale. Malgré une répression féroce, elle a également secoué l'opinion mondiale, notamment les médias, qui ont salué la combativité des Algériens, tandis que l'ONU a reconnu, sans ambages, leur droit à l'autodétermination.

Le chercheur en histoire et auteur de plusieurs ouvrages, Amar Belkhodja, a détaillé au Jeune Indépendant les étapes et le déroulement de cette grève, marquée par une répression brutale. « Cette mobilisation répondait à l'appel du FLN, dont la direction collégiale était confiée au C.C.E. (Comité de coordination et d'exécution), issu du Congrès de la Soummam et composé de Abane Ramdane, Mohamed-Larbi Ben M'hidi, Krim Belkacem, Benyoucef Benkhedda et Saad Dahlab », a-t-il affirmé.

Il a souligné que cet organe opérait au cœur même de la ville d'Alger, malgré la féroce répression menée impitoyablement contre les enfants de La Casbah par Massu et Bigeard. L'historien a expliqué : « Le 1er janvier 1957, la lutte armée en est à son 793e jour. L'ALN se bat héroïquement dans les djebels, tandis que dans les villes, les réseaux urbains multiplient leurs actions. L'armée française appelle chaque jour des renforts pour mater la rébellion. Les politiciens français vocifèrent à qui veut les écouter que la victoire est imminente, parlant d'un dernier quart d'heure. Une véritable dérision, car ce fameux quart d'heure se prolonge jour après jour. La résistance durera encore sept ans et demi. »

Selon l'historien, « la France coloniale jouera toutes ses cartes. Elle mise largement sur une solution militaire et déploie un gigantesque arsenal, rappelant la politique de la terre brûlée mise en œuvre lors des premières années de l'invasion par le général Bugeaud ». Concernant la diplomatie, il a précisé que « la question algérienne est considérée comme une affaire interne à la France, une position que la France tentera d'opposer aux instances onusiennes. Cependant, depuis le 20 août 1955, l'ONU ne prête plus attention à la piètre diplomatie française ».

Selon M. Belkhodja, Paris n'était pas prêt à lâcher prise et s'acharnait à faire croire que le FLN ne bénéficiait pas d'un soutien massif, tout en niant la représentation du peuple algérien, qui était en insurrection depuis le 1er novembre 1954.

La grève de huit jours, déclenchée le 28 janvier 1957 sur l'ensemble du territoire national, apporte un cinglant démenti aux partisans irréductibles de « l'Algérie française » et place Paris dans une position délicate. Pour ce faire, un communiqué a été rédigé par le FLN pour l'adresser au peuple, qui a répondu, partout et massivement, à cet appel.

LUTTE POUR LA RECONQUÊTE DE LA DIGNITÉ

L'historien a mis en lumière le travail titanesque d'organisation qui a été entrepris. « Un mois avant le déclenchement de la grève, la population fut invitée à prévoir son ravitaillement pour huit jours (mise en stock avant le signal). Les responsables des comités de grève ont été autorisés à effectuer des prélèvements sur les caisses du FLN pour assister les familles nécessiteuses qui n'étaient pas en mesure de couvrir financièrement un ravitaillement de huit jours », a-t-il indiqué. Il a rappelé que sur le plan psychologique et politique, la population algérienne a vécu, pendant presque un mois, un climat propice à la grève, n'attendant que le mot d'ordre annonçant la date d'arrêt de travail. Puis vient le jour J. Le mot d'ordre de « grève générale » fut suivi partout en Algérie et par toutes les corporations, du 28 janvier au 4 février 1957. Le peuple algérien savait aussi qu'il allait subir « les pires répressions ».

L'historien a indiqué que pour briser la grève, « les forces de l'ordre se sont mises en mouvement dès le premier jour de grève pour punir le peuple algérien d'avoir répondu massivement à l'appel du FLN ».

Vingt-deux journalistes ont été dépêchés en Algérie pour couvrir les événements, et tous, ou presque, reconnurent au peuple algérien sa volonté de poursuivre la lutte pour la reconquête de la liberté et de la dignité.

En outre, le chercheur en histoire a indiqué que « le général Massu a d'abord menacé les commerçants en diffusant un communiqué qui stipulait que, « en cas de grève, tous les magasins seront ouverts.

S'il le faut, les portes et les rideaux seront forcés pour permettre la libre entrée du public. Les commerçants sont prévenus que, s'ils sont absents une fois leurs magasins ouverts, la sécurité de leur marchandise ne sera pas garantie ». Voilà comment un « Etat républicain » se livre au chantage en « promettant » la mise à sac et le pillage des magasins des grévistes ».

Dès les premières heures de la grève, partout en Algérie, un ordre a été donné pour défoncer les magasins et « réquisitionner » les travailleurs, a-t-il noté. Le déroulement de la grève a été vécu péniblement par les commerçants, comme l'a fait savoir l'auteur : « Les militaires, appuyés par des policiers et les ''pieds noirs'' des unités territoriales, se ruent sur les boutiques et fonds de commerce des Algériens. Haches, poinçons et maillets sont utilisés pour la sale besogne. Un journaliste de télévision américaine fut séquestré pendant toute l'opération de saccage et ses films détruits. Alger se trouve sous haute surveillance, des chars sont postés à tous les carrefours, et la ville est paralysée. »

Malgré cette honteuse démarche visant à ruiner et à affamer le peuple algérien, la grève s'est poursuivie jusqu'au dernier jour, a-t-il noté. Face à cet acharnement du colonisateur durant la grève, l'auteur a rappelé que l'Union générale des commerçants algériens s'est comportée dignement et a dénoncé les abus de l'ultimatum lancé par Massu : « La plus haute autorité française ne se contente pas de contester notre droit à la grève, mais elle nous menace également dans nos biens. Pire, elle lance un appel aux pillards de toutes sortes en leur promettant implicitement l'impunité », souligne alors un communiqué de l'UGCA. présidé par M. Abbas Turqui.

SANCTIONS IMPITOYABLES

Le même sort a été réservé aux ouvriers et fonctionnaires grévistes, lesquels ont été soumis aux interventions musclées des bérets verts venus les « réquisitionner » pour les embarquer dans des camions militaires et les « répartir » ensuite vers leurs lieux de travail. Peine perdue.

« Il aurait fallu des moyens titanesques pour conduire chacun vers son poste de travail. Partout en Algérie, les fonctionnaires, ouvriers et instituteurs ont été arrêtés et ramenés par la force des armes vers leurs lieux de travail », a déclaré l'auteur. « Des sanctions impitoyables sont tombées : mutations d'office, suspensions, licenciements et peines de prison. A Alger, presque tous les traminots furent licenciés. Les mêmes sanctions frappèrent une soixantaine d'hospitaliers. Malgré cette honteuse démarche de vouloir ruiner et affamer le peuple algérien, la grève s'est poursuivie jusqu'au dernier jour », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, la grève a eu un écho retentissant à l'échelle internationale, suscitant des réactions tant dans la presse mondiale que dans les instances diplomatiques, notamment l'ONU. D'abord, la presse internationale (arabe et occidentale) est unanime sur le succès de la grève des huit jours. « Le peuple algérien, aguerri par deux ans de lutte, ne montre aucun signe de faiblesse. La grève générale qu'il a déclenchée pour huit jours suscite admiration et respect. La lutte de ce peuple fait partie d'un mouvement global et marque la fin de l'impérialisme, dont la chute ne saurait tarder » (Ech-Chaâb, 28 janvier 1957).

Ensuite, le Monde des 3 et 4 février 1957, sous la plume de David Rousset, souligne également : « Que voulons-nous démontrer ? Que nous disposons de plus de moyens militaires que nos adversaires ? Ce fait est acquis. Mais si nous croyons ainsi mettre en évidence leur faiblesse politique et montrer l'influence marginale qu'ils exercent sur la population, c'est que nous vivons dans un univers d'illusions obstinées. »

Côté ONU, le problème algérien est désormais internationalisé. Le 15 février 1957, l'Assemblée générale des Nations unies adopte, à l'unanimité des 77 votants, la résolution suivante : « L'Assemblée générale, ayant entendu les déclarations des diverses délégations et discuté la question algérienne, considérant la situation en Algérie, qui cause beaucoup de souffrances et de pertes de vies humaines, exprime l'espoir qu'une solution pacifique, démocratique et juste sera trouvée dans un esprit de coopération, par des moyens appropriés conformément à la Charte des Nations unies. » Cela signifie tout simplement que le droit du peuple algérien à l'autodétermination a été reconnu, a indiqué le chercheur en histoire Amar Belkhodja.

« Toutefois, les Français persisteront dans la conduite de la guerre d'oppression, généralisant le crime collectif partout sur le territoire et institutionnalisant la torture, en affectant des «tortionnaires professionnels», munis d'un attirail approprié destiné à humilier et à faire souffrir les hommes », a-t-il tenu à préciser. « Mais le peuple algérien qui, en 1957, avait totalisé 200 000 morts, n'était pas prêt à abandonner la lutte ni à marchander son sacrifice. Sous la conduite de son avant-garde patriotique, incarnée par le FLN, il poursuivra son combat armé et sous d'autres formes pour conquérir ses libertés », a-t-il ajouté.

La grève des huit jours ne fut pas un simple test. Elle a prouvé le niveau de conscience politique du peuple algérien, ses capacités de résistance, son esprit de sacrifice face aux souffrances, et sa volonté de poursuivre le combat libérateur, a conclu Amar Belkhodja.

Amel Saïdi

Les grandes puissances militaires dans le monde selon le rapport de Global Fire Power (GFP) 2025 et les conflits régionaux



Professeur des universités, expert international en management stratégique docteur Abderrahmane Mebtoul

1.-Selon le dernier rapport publié en avril 2024 par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires mondiales ne cessent de croître, l'intelligence artificielle fait son entrée dans le domaine militaire, la crainte nucléaire est de retour, l'espace se militarise et c'est dans un contexte géopolitique mondial en recomposition, le monde est en proie à une course effrénée aux armements. Le total des dépenses militaires mondiales s'élève à 2 443 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 6,8 % en termes réels par rapport à 2022 , ce montant représentant 2,3 % du produit intérieur brut mondial, une tendance qui s'est poursuivie en 2024 et qui devrait encore se poursuivre en 2025, selon les experts militaires.

Le site américain spécialisé dans la défense Global Fire Power (GFP). a publié le classement des puissances militaires dans le monde pour l'année 2025 avec des détails sur la structuration miliaire de chaque pays, comparant la puissance militaire de 147 Etats, à partir d'un indice qui repose sur 60 indicateurs déterminant « l› indice de puissance », dont la flexibilité logistique, le succès des missions, la force et de l'efficacité, la capacité technologique de fabrication dont l'industrie locale , des avions de combat, des chars, des pièces navales et autres équipements, ainsi que des ressources humaines, allant du nombre d'armes à la stabilité financière, la géographie, la taille des forces, la préparation au combat, l'entraînement et d'autres indicateurs solides

Pour le monde arabe , l'Egypte est à la première place suivi par l'Arabie Saoudite et l'Algérie à la troisième suivi de l'Irak et des Émirats Arabes Unis. En Afrique elle est à la deuxième position derrière l'Egypte conserve son premier rang ((19eme rang mondial) suivi de l'Algérie (25eme position) et vient le Nigeria (31e), l'Afrique du Sud (40e), l'Ethiopie (52e), l'Angola (56e), le Maroc (59e), la RD Congo (66e) et le Soudan (73e), la Libye (76e à l'échelle mondiale) ferme le Top 10 africain. Les États-Unis reste la première puissance militaire dans le monde en 2024 et avec le Président Donald Trump le monde devrait connaitre une profonde recomposition politique sur le plan international l'objectif étant pour les USA de rester la première puissance militaire et économique et économique du monde, le Congrès américain ayant adopté un budget faramineux de 886 milliards de dollars pour la défense des États-Unis en 2024.Selon ce rapport les USA sont suivis par ordre par la Russie, la Chine, l'Inde et la Corée du Sud, le reste du top 10 incluant ,le Royaume Uni (6e), la France (7e), le Japon (8e), la Turquie (9e) et l'Italie (10e).

.2.- Dans contexte de militarisation, les menaces qui pèsent sur les peuples et leurs Etats et les défis qui leur sont lancés doivent les amener à se doter d'une politique de défense, existant un lien dialectique entre sécurité et développent, afin de s'adapter aux nouveau enjeux à déployer ses capacités, ses moyens et son savoir-faire dans une logique de juste et fécond équilibre. Cependant, dès lors qu'elles émanent d'acteurs majeurs et de premier plan, comme le montre le classement de Global Fire Power (GFP pour 2025, elles cachent mal des velléités hégémoniques que des acteurs majeurs façonnent aujourd'hui à partir de leurs intérêts et des préoccupations stratégiques qui leurs sont propres. Quelles leçons tirer sur les conflits en Afrique ? Pour l'Afrique par exemple, les dirigeants sont appelés de se déterminer par rapport à des questions cruciales, face à un monde en perpétuel mouvement, tant en matière de politique étrangère, économique que de défense, existant un lien dialectique entre sécurité et développement, actions, avec les derniers événements, souvent avec des interférences étrangères qui aiguisent les tensions, notamment au Sahel, en Libye, les tensions Ukraine/Russie, au Moyen Orient , le drame soudanais.

Nous avons en ce mois de février 2025, la reprise du conflit en République démocratique du Congo, situé au cœur de l'Afrique , englobant l'essentiel du bassin du fleuve du Congo couvrant une superficie de 2 345 410 km², soit l'équivalent des deux-tiers de l'Union Européenne ou quatre fois la superficie de la France .où depuis 2021, la province du Nord-Kivu, à l'est de la RDC, connaît un regain de violences entre les forces gouvernementales et les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23), de ce grand pays d'un PIB de 67 milliards de dollars en 2023 et pour une population 103 millions dotée de ressources naturelles exceptionnelles, ces violences &tant étroitement liées à l'exploitation des mines à l'est du Congo, qui regorgent de minerais indispensables pour la transition écologique tant des grandes puissances et des minéraux tels que le cobalt et le cuivre, un potentiel hydroélectrique, des terres arables importantes, une biodiversité immense et la deuxième plus grande forêt tropicale du monde.

Sur le plan diplomatique, plusieurs pays ont proposé leur médiation et la Communauté des États de l'Afrique australe s› est réunie au Zimbabwe pour un sommet sur la RDC, s'engageant à soutenir l'intégrité territoriale de la RDC ayant a alerté sur le risque de régionalisation du conflit dans la région du Grand Lac facteur de déstabilisation régionale D'où l'urgence de dialogues sereins pour apaiser les tensions et d'avoir des stratégies d'adaptation et d'une coordination régionale existant non pas une Afrique mais des Afriques, afin d'agir efficacement sur les événements majeurs. Ces nouveaux défis dépassent en importance et en ampleur les défis que l'Afrique a eu à relever jusqu'à présent.

PANAMA

Washington hausse le ton et met en garde

En visite à Panama City, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a exigé que le Panama réduise l'influence chinoise sur le canal, avertissant que Washington pourrait agir. Donald Trump a réaffirmé sa volonté de reprendre le contrôle de cette voie stratégique.

Face à ces pressions, le président panaméen a annoncé la fin d'un accord avec Pékin. Le secrétaire d'État américain Marco Rubio s'est rendu ce 2 février à Panama City pour rencontrer le président panaméen José Raúl Mulino et son ministre des Affaires étrangères, Javier Martinez-Acha. Lors de cette visite officielle, il aurait transmis un avertissement ferme de Donald Trump sur une supposée influence chinoise dans la région et sur le canal. «Le président américain a pris une décision préliminaire selon laquelle l'état actuel de l'influence et du contrôle du Parti communiste chinois sur la région du canal de Panama constitue une menace et une violation du traité de neutralité du canal», a déclaré Rubio, selon un communiqué du département d'État. Marco Rubio a insisté sur le fait que la situation actuelle était inacceptable pour Washington. «Ce statu quo est inacceptable et, en l'absence de changements immédiats, il obligerait les États-Unis à prendre les mesures nécessaires pour protéger leurs droits en vertu du traité», a-t-il affirmé. Il a exprimé de sérieuses préoccupations concernant l'exploitation des ports aux deux entrées du canal par l'entreprise CK Hutchison Holdings, basée à Hong Kong. Il a également pointé du doigt des projets d'infrastructure impliquant des sociétés chinoises, notamment la construction d'un pont à 1,3 milliard de dollars, perçu comme un risque stratégique par Washington. Le département d'État américain a précisé que la tournée de Rubio en Amérique centrale visait à contrer l'influence chinoise dans la région et à renforcer les relations bilatérales avec plusieurs pays. Le Panama cède sur l'accord avec la Chine En réponse aux pressions américaines, le président panaméen José Raúl Mulino a annoncé, après sa rencontre avec



Marco Rubio, que son gouvernement ne renouvellera pas sa participation à l'initiative chinoise «Une ceinture, une route (Belt and Road Initiative)», signée en 2017. «Nous étudierons la possibilité de nous retirer plus tôt. De façon certaine, mon gouvernement ne renouvellera pas cet accord», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse retransmise par la télévision panaméenne. Donald Trump insiste sur le contrôle du canal Lors de son investiture le 20 janvier, Donald Trump a réaffirmé son intention de «reprendre» le canal de Panama, dénonçant des «frais ridicules» et l'influence chinoise croissante dans la région. «La Chine gère le canal de Panama», a-t-il déclaré, ajoutant que «ce qui s'est passé est terrible pour la sécurité nationale». Trump a insisté sur le fait que les États-Unis devaient récupérer le contrôle de cette voie maritime stratégique, qualifiant sa cession en 1999 de «geste de coopération» et non d'un abandon définitif. Lors d'un déplacement à la base aérienne d'Andrews le 3 février, Trump a également critiqué la présence de panneaux de signalisation en chinois sur le canal : «70 % de la signalisation est en chinois. C'est une erreur, ce canal n'a pas été conçu pour la Chine». Ce 2 février, il a averti que « quelque chose de très puissant allait se produire » si le Panama ne répondait pas aux attentes américaines. Toutefois, il a précisé : «Je ne pense pas qu'il sera nécessaire d'envoyer des troupes au Panama». Malgré la fermeté de Washington, Mulino a cherché à minimiser les tensions en qualifiant sa rencontre avec Rubio de «cordiale et respectueuse». Il a insisté sur le fait que «la souveraineté du Panama n'est pas une question» et qu'aucune négociation sur la propriété du canal ne sera envisagée. Face aux accusations américaines sur l'influence chinoise, il a indiqué que son gouvernement procédait actuellement à des audits des ports exploités par des entreprises chinoises à proximité du canal. Selon Politico, Mulino envisagerait même de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies si Trump intensifiait ses pressions sur la souveraineté du canal. **R. I.**

SELON LE HEZBOLLAH

Les funérailles de Hassan Nasrallah auront lieu le 23 février

LE CHEF du Hezbollah a fixé les funérailles de Hassan Nasrallah au 23 février prochain. Le leader emblématique du parti chiite libanais avait été tué par une frappe israélienne dans la banlieue sud de Beyrouth le 27 septembre dernier. La date a enfin été fixée. Le secrétaire général du Hezbollah, Naïm Qassem, a annoncé dans un discours du 2 février la tenue de «funérailles populaires» le dimanche 23 février pour l'ancien leader du parti, Hassan Nasrallah, tué le 27 septembre par une frappe israélienne dans la banlieue sud de Beyrouth. Ces funérailles seront également celles de Hachem Safieddine, ancien président du conseil exécutif du parti chiite et successeur pressenti de Nasrallah, dont la mort a été officialisée le 23 octobre dernier. Il avait été la cible d'une frappe aérienne massive dans la nuit du 3 au 4 octobre. Hassan Nasrallah sera enterré «dans un terrain situé entre l'ancienne et la nouvelle route menant à l'aéroport», a révélé Naïm Qassem, tandis que Hachem Safieddine sera inhumé dans son village natal de Deir Kanoun el-Nahr, dans le caza de Tyr, au Liban-Sud. Le Hezbollah avoue ses pertes Le secrétaire général du Hezbollah en a profité pour aborder l'actualité libanaise et le maintien des troupes israéliennes dans les villages limitrophes. «L'État libanais a accepté de proroger le délai jusqu'au 18 février. Nous considérons que l'État est responsable de faire pression (...) pour que les violations et agressions israéliennes prennent fin», a déclaré Naïm Qassem. «Le Hezbollah et la résistance ont patienté parce qu'ils veulent que l'État saisisse sa chance de mettre en place le cessez-le-feu. Nous savons qu'Israël viole cet accord (...) mais l'État doit assumer ses responsabilités. Nous, en tant que résistance (...) nous agirons selon notre évaluation et au moment opportun», a-t-il ajouté, comme pour signifier qu'en cas de non-retrait d'Israël à la date du 18 février, la milice chiite pourrait reprendre les hostilités. Naïm Qassem a également répondu aux nombreuses critiques face à la «victoire» proclamée par le Hezbollah à la fin de la guerre. «Nos partisans savent qu'ils ont gagné dans certains aspects et qu'ils ont perdu dans d'autres. Nous n'avons pas parlé de victoire complète, mais d'une victoire liée à la pérennité de la résistance», a-t-il admis. «En contrepartie, il y a des pertes et des sacrifices, tels la mort du sayyed Hassan Nasrallah ou de Hachem Safieddine (...), il y a aussi de nombreux martyrs, des blessés, des prisonniers, des maisons et des villages détruits», a-t-il dit. **R. I.**

SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc a expulsé 307 observateurs étrangers depuis 2014

PAS MOINS de 307 professionnels de l'information, juristes ou militants des droits de l'homme se sont vu refuser l'accès ou ont été expulsés par le Maroc du Sahara occidental occupé, depuis 2014, pour avoir voulu enquêter sur des violations du Droit international humanitaire, révèle un décompte publié conjointement par la Ligue pour la protection des prisonniers politiques sahraouis (LPPS) et l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA).

Selon ce bilan arrêté au 31 janvier 2025, ces personnes sont arrivées depuis 21 pays différents, répartis sur 4 continents.

Relevant que le Maroc ne tolère plus aucun observateur étranger au Sahara occidental depuis 2014, l'AFASPA et la LPPS précisent que l'occupant marocain a procédé à 85 expulsions en 2016, 68 dont 5 députés européens en 2017, 53 en 2014 et 34 en 2019.

Parmi ces cas, au moins 19 personnes ont été expulsées du Maroc, ajoute le bilan, soulignant qu'il s'agit de personnes en transit pour se rendre au Sahara occidental occupé, ou au cours d'enquêtes militantes, d'activités professionnelles sur la situation des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés et au Maroc.

Pas plus tard que jeudi, les autorités marocaines ont empêché des parlementaires basques de se rendre dans les territoires du Sahara occidental, auxquels ils souhaitaient accéder pour «évaluer la situation du territoire occupé, recueillir des témoignages sur les violations systématiques des droits humains et l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que de briser le blocus médiatique».

Le bilan fait état également de l'expulsion ou de l'interdiction au Maroc de 7 ONG internationales. Il s'agit de «Human Rights Watch», «Novact», «Avocats sans frontières», «Friedrich Naumann Stiftung», «Amnesty international», «Fondation Carter» et «Free Press Unlimited».

La LPPS et l'AFASPA rappellent, en outre, que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) attend depuis 9 ans l'autorisation du Maroc d'accéder aux territoires occupés du Sahara occidental.

Dans son dernier rapport sur la situation au Sahara occidental, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres s'est dit, d'ailleurs, «préoccupé» par le manque d'accès «persistant» du HCDH au Sahara occidental.

«Le HCDH n'a pas pu se rendre au Sahara occidental pour la neuvième année consécutive malgré de multiples requêtes officielles et en dépit de la résolution 2703 (2023) dans laquelle le Conseil de sécurité encourage un renforcement de la coopération, notamment par la facilitation de ces visites», a-t-il déploré dans son rapport.

Il a soutenu, à ce titre, que «le manque d'accès à des informations de première main et l'absence de surveillance indépendante, impartiale, globale et régulière de la situation des droits humains ont continué d'être préjudiciables à une évaluation globale de la situation des droits humains dans la région». Le HCDH, a-t-il poursuivi, a continué de recevoir des rapports faisant état de «restrictions, d'intimidation et de harcèlement visant les militants sahraouis qui défendent le droit à l'autodétermination, preuve que l'espace civique se réduit de plus en plus».

Il faut dire que la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO) est la seule mission de maintien de la paix dépourvue d'un mécanisme de surveillance des droits de l'homme d'où l'aggravation des violations des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés.

Par ailleurs, malgré le blocus militaire et médiatique imposé au Sahara occidental par l'occupant marocain, la résistance sahraouie intéresse le monde.

Selon la LPPS et l'AFASPA, «depuis 2002, des femmes et des hommes sont arrivés au Sahara occidental de 28 pays et de tous les continents». Il s'agit de défenseurs des droits de l'homme, juristes, journalistes, reporters photos, élus, réalisateurs, écrivains, syndicalistes et des amis du peuple sahraoui.

Ces derniers se sont rendus dans les territoires occupés pour «découvrir les conditions de vie et la résistance pacifique des Sahraouis à la répression coloniale», ont-elles affirmé.

PROGRAMME LPL À BECHAR

Plus de 70 logements attribués

UNE TRANCHE de 74 logements de type public locatif (LPL) a été attribuée à leurs bénéficiaires dans la commune d'Abadla. C'est ce qu'a annoncé, hier, la direction locale de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya de Bechar.
La même source a indiqué que la remise des clefs aux bénéficiaires s'est déroulée après la finalisation des procédures administratives et financières d'usage.
Toujours dans la commune d'Abadla, située à 88 km au Sud de Bechar, une opération d'attribution similaire avait auparavant concerné les bénéficiaires de 130 LPL et de 330 aides à l'habitat rural, a ajouté la même source.
L'OPGI a annoncé, en outre, le lancement récemment d'un appel d'offres national pour la réalisation d'un autre quota de 700 LPL à travers sept collectivités de la wilaya, sur un programme de 1.000 unités de même type dont a bénéficié la wilaya durant l'exercice 2024.
Ce quota de logements, avec réalisation des voies et réseaux divers (eau, assainissement, électricité, gaz, téléphonie), comprend également des locaux commerciaux, selon la même source.

R.R.

CONSTANTINE

Plantation de plus de 100 000 arbres fruitiers prochainement

VISANT le développement de la culture des arbres fruitiers, un total de 102 640 arbres fruitiers sera planté à travers différentes communes de la wilaya de Constantine au titre de l'année 2025. C'est ce qu'a fait savoir, hier, la direction de wilaya des services agricoles (DSA).
A ce titre, Mabrouk Grandi, ingénieur agronome auprès de cette direction, a indiqué que ce projet, qui s'étend sur une superficie de 500 hectares, est inscrit dans le cadre du programme national de plantation d'arbres fruitiers.
Il comprend des oliviers des variétés, Chemlal, et Sigoise, ainsi que des figuiers, des amandiers et des caroubiers.
Le même responsable a précisé que le financement de cette opération sera prélevé sur le budget de la wilaya, soulignant l'importance de cette initiative pour soutenir le secteur agricole et développer la culture des arbres fruitiers, qui ne nécessitent pas une terre de haute qualité, contribuant ainsi à la valorisation des terres en friche et à l'augmentation de la production de fruits. Dans le même contexte, M. Fouad Meziache, chef de la subdivision agricole de la commune de Constantine, a indiqué que ces arbres, une fois entrés en production, offriront un revenu supplémentaire aux agriculteurs, en plus de leur rôle dans la protection des surfaces agricoles contre l'érosion et le ruissellement.
Par ailleurs, les responsables du projet espèrent que cette opération contribuera à renforcer la production agricole locale et à soutenir le développement durable du secteur agricole dans la wilaya de Constantine. **R.R.**

ZONES HUMIDES À EL TARF

Près de 160 000 oiseaux d'eau dénombrés

Près de 160 000 oiseaux d'eau ont été observés à travers les zones humides de la wilaya d'El Tarf au cours de l'opération de dénombrement hivernal des oiseaux migrateurs menés du 23 au 30 janvier passé. C'est ce qu'ont fait savoir, avant-hier, des responsables du parc national d'El Kala.



A ce titre, Abdeslam Kerira, cadre de ce parc a indiqué en marge de la célébration près du lac Tonga à El Kala, de la journée mondiale des zones humides, célébrée tous les ans le 2 février, sous le slogan « protéger les zones humides pour notre avenir commun ». Que ces oiseaux migrateurs protégés par la loi appartiennent à 23 espèces et 8 familles avifaunes ont été recensés dans les cinq zones humides classées Ramsar du lac Tonga, lac Oubeira, lac El Mellah, lac des oiseaux et les marais de la Mekhada ainsi que dans les zones humides non-classées d'Ain Allem et les barrages Cheffia, Bouteldja, Bougous et Mexa,
Les principales espèces dénombrées par le réseau des observateurs ont été la mouette rieuse, le morillon huppé, le canard siffleur, la sarcelle d'hiver, le flamant rose, la spatule royale, le héron cendré, la talève sultane, la foulque macroule et la grue, selon la même source.L'opération de dénombrement vise à établir une base de données de suivi des zones humides et des effectifs des oiseaux qui nidifient ainsi que de leur densité, a précisé le même cadre.
La conservation des forêts d'El Tarf a organisé en cette occasion en coordination avec le parc national d'El Kala une journée d'information près du lac Tonga pour présenter les potentialités et ressources écologiques de la région.
Les forestiers ont animé une séance pratique sur les techniques d'observation des oiseaux d'eau en présence du wali, Mohamed Meziane et du président de l'APW Redjem Boussaha. Les écoliers lauréats du concours de dessin sur le thème des zones humides ont été honorés à l'occasion.
Par ailleurs, Les zones humides d'El Tarf constituent un complexe de plus de 15 000 hectares unique en son genre au niveau du parc national d'El Kala qui forme la zone la plus importante et la plus diversifiée au niveau de la Méditerranée. **R. R.**

RÉALISATION D'UN CENTRE DE PROXIMITÉ DE STOCKAGE À JIJEL

250 millions de DA alloués

UNE ENVELOPPE financière estimée à 250 millions DA a été octroyée à la réalisation d'un centre de proximité de stockage de céréales dans la localité de Bazoul, dans la commune de Taher, dans la wilaya de Jijel. C'est ce qu'a annoncé, avant-hier, Ahmed Meguelati, chef de l'exécutif local.
Dans une déclaration à la presse en marge de son inspection du chantier de ce projet récemment installé, le wali a précisé que ce centre important d'une capacité d'entreposage de 5 000 quintaux auquel une enveloppe financière de 250 millions DA a été allouée contribuera à la concrétisation de la stratégie de l'Etat relative à « la consolidation des capacités nationales de stockage de céréales ». La réalisation de ce centre intervient en parallèle à celle du projet de silos à céréales d'une capacité d'un million quintaux dans la même localité, a ajouté le wali insistant sur l'impératif respect des délais contractuels et de l'intensification des efforts pour réceptionner le projet au cours du premier semestre 2025 à la veille de la campagne de moisson-battage surtout que tous les services techniques et administratifs ont été mobilisés pour lever toute entrave à la réalisation de ce projet.
Les travaux de réalisation de ces silos à céréales lancés dernièrement ont été confiés à une entreprise chinoise avec des délais de 24 mois à partir de janvier 2025, a indiqué à l'APS le directeur des services agricoles (DSA), Bilal Chenouia qui a expliqué le choix de Bazoul pour la concrétisation de ces projets par nombre de facteurs dont sa proximité du port de Djen Djen, de la pénétrante autoroutière Djen Djen (Jijel)-El Eulma (Sétif), l'existence d'une voie ferroviaire et sa position en point de jonction entre plusieurs wilayas productrices de céréales dont Sétif et Mila.

SECTEUR DE LA SANTÉ DE BORDJ BADJI MOKHTAR

Convention de jumelage avec EPH sœurs Bedj de Chlef

UNE CONVENTION de jumelage et de coopération dans diverses spécialités médicales a été signée entre l'établissement public hospitalier Sœurs Bedj, dans la wilaya de Chlef, et l'établissement public de santé de proximité de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar. C'est ce qu'a fait savoir, hier, la direction de la santé de la wilaya. Dans ce sens, Nouis Mohamed Zakaria, directeur de la santé a déclaré que cette convention vise à assurer la prise en charge médicale des patients de la wilaya, améliorer les compétences du personnel médical, paramédical et administratif de l'établissement public de santé de proximité de Bordj Badji Mokhtar, outre l'organisation des cycles de formation et des stages pratiques au niveau de l'hôpital Sœurs Bedj de Chlef. En vertu de cette convention, des missions médicales dans les différentes spécialités seront envoyées régulièrement au profit des habitants de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, en vue de rapprocher les prestations de santé du citoyen de la région, de renforcer la coopération entre les établissements de santé du nord et de l'extrême sud du pays, au titre des efforts déployés visant a assurer les soins médicaux au profit des différentes couches de la société , ainsi que aux citoyens de toutes les régions, y compris les zones isolées de cette wilaya frontalière, a ajouté le même responsable.
Une caravane médicale a été organisée récemment à l'initiative des hôpitaux des deux wilayas, au profit des patients des localités reculées de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, rappelle-t-on. **R. R.**

LANCEMENT DU PREMIER « ALGERIA FILM ENTREPRIZE »

Un festival pour la Communication et image d'entreprise

De nombreuses entreprises, attirées par de nouveaux concepts publicitaires, se tournent vers le film institutionnel et la communication visuelle pour promouvoir leur image.



Afin de vulgariser davantage cette approche, la première édition du «Algeria Film Entreprize», un festival dédié à l'image des entreprises, communément appelée image corporate, se tiendra les 5 et 6 février 2025 au Palais de la Culture Moufdi Zakaria à Alger.

Organisé sous le haut patronage du ministère de la Culture et des Arts ainsi que du ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-Entreprises, ce festival se veut un rendez-vous clé pour la communication d'entreprise.

Placée sous le thème « Because your IMAGE Matters » (Parce que votre image compte), cette première édition mettra en avant l'importance de l'image corporate à travers des films et des contenus audiovisuels destinés à valoriser les entreprises, les institutions et les marques. L'événement réunira des dirigeants d'entreprises des secteurs public et privé, des responsables en marketing et communication, ainsi que des professionnels de l'audiovisuel corporate, un domaine en plein essor avec la montée en puissance des nouvelles technologies.

Organisé par Tahya Cinema, ce rendez-vous se veut aussi un rendez-vous stratégique pour les experts du secteur, avec des présentations sur les tendances, les innovations et les meilleures pratiques en communication visuelle d'entreprise. Selon ses initiateurs, il ambitionne de devenir une référence incontournable pour les professionnels de l'image corporate en Algérie et au-delà.

Le festival proposera plusieurs volets, dont un concours intitulé «Algeria Film Entreprize Awards», visant à récompenser les meilleures créations audiovisuelles dans le domaine du film corporate.

Au programme également des panels, masterclass et talks qui seront animées par des experts de l'industrie ; des rencontres B2B dans un espace « Connexions Créatives » dédié au réseautage et aux opportunités de collaboration ; ainsi des rencontres exclusives pour nouer des partenariats stratégiques lors d'entretiens personnalisés.

À travers cette initiative, « Algeria Film Entreprize » aspire à devenir un rendez-vous annuel incontournable pour les professionnels de l'image et de la communication d'entreprise, à en croire ses intitiateurs.

A. B.

JOURNÉES NATIONALES DU DUODRAME

L' « Aigle d'or » décerné à la coopérative Machahu de Tizi-Ouzou

LA PIÈCE Asderfef de la coopérative théâtrale Machahou de Tizi-Ouzou a remporté le Grand Prix (L'Aigle d'Or) de la première édition des Journées nationales du Duodrame. Cette distinction a été attribuée lors de la cérémonie de clôture de cet événement culturel dédié au théâtre à deux personnages, qui a eu lieu dimanche au Théâtre régional Sirat-Boumediene de Saïda. Cette œuvre a également été récompensée par deux prix supplémentaires celui de la meilleure interprétation masculine pour Ouzien Rahmouni (ex-æquo) et de la meilleure interprétation féminine pour Fariza Chemakh. La coopérative culturelle de Sidi Bel-Abbès s'est pour sa part illustrée avec son spectacle « El Hallouf », qui a décroché trois distinctions, celle de la meilleure interprétation masculine pour Ahmed Sahli, ainsi que le meilleur texte et la meilleure mise en scène attribués à Ahmed Ben Khal. Le jury, présidé par Abdelkrim Benaïssa et composé de Sara Reziga et Mohamed Frimahdi, a toutefois formulé plusieurs recommandations pour l'amélioration des prochaines éditions, notamment l'allongement de la durée du festival, l'ajout d'un prix de la meilleure scénographie ainsi que le renforcement des session de formation pour les comédiens. En effet, en marge de la compétition, des ateliers de formation animés par



Mokhtar Hocine (jeu d'acteur) et Fethi Kafi (écriture dramatique) ont permis aux stagiaires d'approfondir leurs connaissances et compétences. Lors de la cérémonie de clôture, Toufik Abdellahi, fondateur et directeur de ce premier rendez-vous dédié au duodrame et qui s'est tenu du 30 janvier au 2 février, a tenu à remercier l'ensemble des troupes et intervenants pour leur engagement et a salué l'enthousiasme du public qui était au rendez-vous.

PALMARÈS

Grand Prix « L'Aigle d'Or » : Asderfef de la coopérative théâtrale Machahu de Tizi-Ouzou.

Prix de la meilleure Mise en scène : Ahmed Ben Khal pour la pièce El Hallouf de la coopérative culturelle Chorale de Sidi Bel-Abbès.

Prix du meilleur Texte : Ahmed Ben Khal pour la pièce El Hallouf de la coopérative culturelle Chorale de Sidi Bel-Abbès.

Prix de la meilleure interprétation masculine : (ex-æquo) Ouzien Rahmouni pour Asderfef et Ahmed Sahli pour El Hallouf.

Prix de la meilleure interprétation féminine : Fariza Chemakh pour Asderfef.

R. C.

ART PLASTIQUE

«Koum tara» de Samia Cheloufi exposé à la galerie Guessoum

LE VERNISSAGE de l'exposition «Koum tara» (lève-toi et vois), de l'artiste plasticienne, Samia Cheloufi, a été inauguré, samedi à Alger, dans un élan créatif qui a uni les thématiques de la «Femme algérienne», «Les Médinas» et «les natures vivantes».

Visible jusqu'au 14 février à la Galerie Guessoum sise à El Mouradia, «Koum Tara», est un rappel pressant des choses simples de la vie, exprimé dans un élan créatif qui invite à la contemplation et la méditation dans l'harmonie des formes, des tons et des couleurs, célébrant la nostalgie et le souvenir comme éléments essentiels pour restituer la tradition familiale et ancestrale, partie intégrante de la richesse du patrimoine culturel algérien.

Présente avec une quarantaine de toiles, Samia Cheloufi a conçu ses rendus dans des formats raisins ou grands, dans les préceptes de l'Ecole du Figuratif-Naïf, déployant un savoir-faire varié de techniques, appliqué sur la toile ou sur du papier.

Dans une vision novatrice au regard frais et un élan original et singulier, Samia Cheloufi offre au visiteur, la bonne humeur et la joie de vivre, à travers des œuvres éclatantes de fraicheur, conçues dans des formes revisitées, empreintes de modernité du ton, osant ainsi, un mariage de couleurs inédit qui évoque des natures revivifiées et la femme algérienne dans différentes situations de vie.

Entre anciennes et nouvelles toiles, l'artiste a exposé, entre autres, pièces, «Aars Errih», «Djenane Lalla Samia», «Trio oriental», «Ode aux fleurs», «Bnet khalti Bahia», «Bab Lehna», «Medina 8», «The Pink Medina», «Koum tara», «Ya M'rayti», «Merci papa, merci maman», ou encore «La demeure du Sultan», autant de poésies muettes aux élans prolifiques qui invitent à un voyage onirique à plusieurs stations.

L'intensité des couleurs vives utilisées, à l'instar du vert, rouge, bleu, rose, jaune ou encore orange, a donné de l'»éclat et de la luminosité aux toiles, sans le blanc», a tenu à préciser Samia Cheloufi, une artiste accomplie, initiée dès l'âge de huit ans à l'art du dessin et de la peinture et dont le travail demeure toujours une quête inlassable du beau sous toutes ses formes, dans le berceau nostalgique de la tradition et du souvenir.

Pimpante et joviale, l'artiste se pose en gardienne des traditions et des valeurs ancestrales qu'elle déploie généreusement dans une démarche innovante qui ne l'empêchera pas de se raconter, répercutant sur ses toiles sa bonhomie, sa bonne humeur et son éternel sourire radieux qui l'habite et ne la quitte jamais.

Autodidacte au coup de pinceau franc et libre, Samia Cheloufi qui expose pour la deuxième fois à Alger, compte nombre d'exposition à l'étranger, ses œuvres se dressent tel un miroir qui réfléchit toutes les bonnes ondes qu'elle dégage et qui permettent au visiteur, dans un élan d'apaisement et de félicité de se refaire.

R. C.

L'ES MOSTAGANEM TABLE SUR SES 5 RECRUES HIVERNALES POUR ÉVITER LA RELÉGATION

L'ES MOSTAGANEM, qui a terminé la phase aller du championnat de Ligue 1 de football à l'avant-dernière place au classement, table énormément sur ses recrues hivernales pour redresser la barre lors de la deuxième partie de l'exercice, a indiqué son entraineur Nadir Leknaoui.»J'estime que nous avons réussi un bon mercato hivernal, qui a été très bien étudié, et ce, en ayant renforcé les postes où le besoin se faisait sentir», a déclaré Leknaoui à la presse à l'issue du match à domicile contre le MC Alger (1-1), joué dimanche soir dans le cadre de la mise à jour de la 13e journée du championnat.Le club de l'Ouest du pays, qui retrouve l'élite cette saison après 25 ans passés dans les divisions inférieures, s'est attaché, au cours de l'actuel mercato, qui prendra fin mercredi prochain, de cinq nouveaux joueurs.Il s'agit du gardien de but de la JS Saoura, Walid Ouabdi, de l'ex-défenseur central international, Djamel Benlamri, du milieu de terrain de l'USM Alger, Omar Embarek, et des deux attaquants guinéen et congolais Fodé Camara et Ducapel Moloko.»Ces cinq joueurs seront mis progressivement dans le bain à partir du match des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie, le week-end prochain, sur le terrain de l'US Biskra. Nous attendons beaucoup d'eux pour aider l'équipe à éviter la relégation», a encore dit le coach des «Hawatas», qui a dirigé ses protégés pour la première fois en championnat, après avoir succédé, il y a un mois, à Slimane Raho qui avait lui aussi remplacé, en cours de la phase aller, Cherif Hadjar.Revenant sur la rencontre de retard contre le MCA, Leknaoui, qui avait débuté la saison sur le banc de touche de l'USM Annaba (Ligue 2), n'a pas caché sa satisfaction quant au point obtenu ayant permis aux siens de «souffler un peu».»Certes, nous aurions aimé avoir les trois points de la victoire, mais n'oublions pas que nous avons affronté le leader. Le point décroché pour la circonstance nous permet de quitter la dernière place au classement, ce qui est déjà bon pour le moral», a-t-il déclaré.Et de conclure : «dans cette rencontre, nous avons noté des indicateurs positifs qui nous permettent d'aborder la phase retour sous de meilleurs auspices».Lors de la première manche du championnat, l'ESM, qui s'est séparé des services de cinq joueurs, lors du mercato hivernal, a obtenu 13 points de 3 victoires contre 4 matchs nuls et 8 défaites. L'équipe écopé d'une sanction de six matchs à huis clos, dont deux avec sursis, le premier ayant été consommé contre le MCA.

MC ORAN, DÉPART D'UN 4e JOUEUR

LE MC ORAN a vu l'arrivée d'une troisième recrue dans le cadre du mercato hivernal à savoir l'ailier droit de l'ES Sétif, Abdelaziz Moulay, au moment où Merouane Boussalem a résilié son contrat le liant à ce club de Ligue 1 de football, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction du club. Moulay, transféré il y a une année de l'ASO Chlef vers l'ESS, a choisi de tenter une deuxième expérience à Oran après avoir déjà porté les couleurs de l'ASM Oran avant son départ vers l'ES Mostaganem. Il devient la troisième recrue des ‹'Hamraoua›› au cours de ce mercato hivernal après Amar Bourdim (ex-ASO Chlef) et Dalil Hassen-Khodja (ex-MC Alger). De son côté, Boussalem rallonge la liste des libérés qui comprend l'Ivoirien Sery Gnoleba, Walid Ardji et Aymen Chadli, et qui ont tous déjà rompu leurs contrats, en attendant d'autres départs pour permettre le recrutement d'un ou de deux joueurs supplémentaires avant l'expiration de la période des transferts hivernale, le 5 février courant, souligne-t-on de même source. Cela se passe aussi au moment où le club phare de la capitale de l'Ouest a tout conclu avec l'entraineur Abdelkader Amrani pour succéder au Franco-malien, Eric Chell, nommé il y a quelques semaines à la tête de la barre technique de la sélection du Nigéria. Cependant, Amrani, qui en est à son troisième passage au MCO, n'a toujours pas entamé officiellement son travail, son contrat avec son ex-club, le CR Belouizdad, n'étant pas encore résilié, précise-t-on encore. Le Mouloudia d'Oran accueille à huis clos le CR Belouizdad, lundi prochain, dans le cadre de la mise à jour du championnat. Avant cette rencontre, la dernière de cette formation au titre de la phase aller, les Oranais pointent à la 10e place avec 18 points, obtenus de 5 victoires, toutes à domicile, contre 3 matchs nuls et 6 défaites, concédées à l'extérieur.

LIGUE 1 MOBILIS /CLUB SPORTIF CONSTANTINOIS

Quatre joueurs du club convoités par des équipes du Golfe

Quatre joueurs du Club Sportif Constantinois, du Championnat de Ligue 1 de football «Mobilis», ont été convoités par des équipes évoluant dans différents pays du Golfe, durant le mercato hivernal, a annoncé l'entraîneur du club constantinois, Kheïreddine Madoui, précisant toutefois que le staff technique «s'est opposé à ces propositions».

S'exprimant en marge de la séance de reprise des entrainements, samedi en fin d'après-midi au pôle sportif Abdelhamid Daamache, à la cité Chaabet Erssas au chef-lieu de wilaya, le coach des «Sanafirs» a fait savoir que « la direction du club a reçu des propositions émanant d'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis et du Koweït pour les joueurs Abdennour Belhocini, Moundir Tamine, Chahine Bellaoul et Achraf Boudrama, en vue de leur transfert lors du mercato hivernal en cours».Cependant, le staff technique «s'est opposé à ces propositions en raison de la place prépondérante de ces éléments au sein de l'équipe, ainsi que pour les importantes échéances dans lesquelles est engagée».Par ailleurs, la Direction du club a arrêt la liste des joueurs libérables, à l'image de Mohamed-Lamine Ben Messabih, qui a reçu une offre de NC Magra.L'opération de libération de certains joueurs pourrait faciliter au CSC le recrutement d'autres éléments à l'image d'Adem Berdjem et Maameri de la JS Kabylie, sous réserve de l'accord du club kabyle.A noter que l'effectif du CSC a repris, samedi après-midi, le chemin des entrainements en prévision de son match de Coupe d'Algérie, prévu mercredi prochain, contre l'Olympique Akbou au stade de l'Unité Maghrébine de Béjaïa.



OOREDOO ALGÉRIE SPONSOR OFFICIEL DU CLUB SPORTIF CONSTANTINOIS

L'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo Algérie a annoncé, lundi dans un communiqué, son partenariat officiel avec le Club Sportif Constantinois (CSC), pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football.La cérémonie de signature du contrat de sponsoring s'est tenue jeudi au siège de Ooredoo à Ouled Fayet, en présence du Directeur Général de l'entreprise, Roni Tohme, et du Président du Conseil d'Administration du CSC, Wadie Lakhdari.»Ce partenariat stratégique marque une étape importante dans le soutien continu de Ooredoo au développement du sport en Algérie. A travers ce contrat, Ooredoo s'engage à accompagner le CSC dans ses ambitions sportives, renforçant ainsi son statut de partenaire privilégié du football algérien», indique le communiqué.Dans son allocution à cette occasion, le Directeur général de Ooredoo, a exprimé sa fierté de devenir le sponsor officiel du CSC : «Nous sommes fiers de devenir sponsor du Club Sportif Constantinois, une référence sportive qui incarne l'histoire, la passion et l'excellence. Ce partenariat confirme notre engagement à soutenir le sport en Algérie et à encourager les talents locaux. Ensemble, nous espérons écrire de nouvelles pages glorieuses dans l'histoire du CSC et du football algérien».De son côté, Wadi Lakhdari, président du Conseil d'administration de la SSPA CSC, a souligné l'importance de ce partenariat pour le club : «Nous remercions chaleureusement Ooredoo pour sa confiance et son soutien. Ce contrat constitue une reprise prometteuse de partenariat entre les deux parties, et nous sommes fiers de pouvoir compter sur un partenaire aussi solide et engagé. Ensemble, nous aspirons à atteindre de nouveaux sommets et rendre nos supporteurs aussi fiers».Le Club Sportif Constantinois, double champion d'Algérie en 1997 et en 2018, avait déjà fait partie de la famille Ooredoo entre 2011 et 2014, une période marquée par deux saisons et demie de partenariat. A noter que l'effectif du CSC a repris, samedi après-midi, le chemin des entraînements en prévision de son match de Coupe d'Algérie, prévu mercredi prochain, contre l'Olympique Akbou au stade de l'Unité Maghrébine de Béjaïa.

Ligue 1 Mobilis (mise à jour/13e journée) : l'ESM contraint au nul face au MCA (1-1)

L'ES MOSTAGANEM a réalisé une mauvaise opération dans la course au maintien, en se contentantdu point du nul à domicile face au leader le MC Alger 1-1 (mi-temps : 0-1), dimanche au stade Mohamed Bensaïd, à huis clos, en match comptant pour la mise à jour de la 13e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football.Privé de plusieurs cadres à l'image du défenseur Halaïmia et de l'attaquant Naïdji, le «Doyen» a ouvert le score sur une tête du capitaine Abdellaoui à la 9e minute de jeu.En seconde période, les locaux ont égalisé grâce à une tête imparable de Benammar, profitant d'une sortie hasardeuse du gardien de but Ramdane (49e).Le Mouloudia, détenteur du titre honorifique de champion d'hiver, boucle la première partie de la saison avec un bilan de 7 victoires, 7 nuls, et 1 défaite. Sur le plan des statistiques, le club algérois a marqué 15 buts contre 8 buts encaissés.A l'issue de ce résultat, le MCA conforte sa position de leader avec 28 points, avec trois longueurs d'avance sur son poursuivant direct la JS Kabylie, alors que l'ESM reste scotchée à la 15e position, de premier relégable, avec 13 unités et une longueur d'avance de la lanterne rouge, l'US Biskra.Samedi, l'Olympique Akbou et l'USM Alger, se sont séparés sur un score vierge (0-0), en match disputé au stade de l'Unité Maghrébine de Béjaïa, pour la mise à jour de la 12e journée.Le club algérois cale de nouveau, après avoir été tenu en échec à domicile par le Paradou AC (1-1), et battu dans le «big derby» de la capitale face au MCA (0-3). La mise à jour du championnat, se poursuivra lundi avec au menu l'affiche entre le MC Oran (10e, 18 pts) et le CR Belouizdad (3e, 23 pts), au stade Miloud-Hadefi (18h00) à huis clos.Le dernier match de la mise à jour du calendrier de la phase aller, se jouera le mercredi 5 février entre l'USM Alger et l'USM Khenchela, au stade Nelson-Mandela de Baraki (17h00).

USM ALGER -USM KHENCHELA À HUIS CLOS

Le match USM Alger-USM Khenchela, comptant pour la mise à jour de la 13e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, prévu mercredi à 17h00 au stade Nelson-Mandela de Baraki, se jouera à huis clos, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP).»La commission de discipline de la LFP a infligé un match à huis clos pour la formation de l'USM Alger. Ainsi, la rencontre de la mise à jour de la 13e journée opposant l'USMA à l'USMK aura lieu à huis clos au stade Nelson-Mandela, le mercredi 5 février 2025 à 17h00», indique l'instance chargée de la gestion de la compétition dans un communiqué publié sur son site officiel.L'USMA, qui reste sur un match nul en déplacement samedi face à l'Olympique Akbou (0-0), occupe la sixième place au tableau avec 22 points, alors que la formation de Khenchela suit derrière à la huitième position, en compagnie de l'ASO Chlef, avec 20 points chacun.
Il s'agit du dernier match de la phase aller de la compétition, avant la reprise du championnat, avec le déroulement de la 16e journée, prévue les 11 et 12 février.

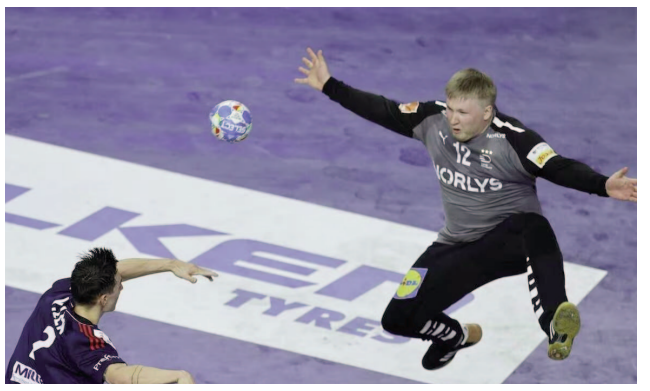
IHF MONDIAL 2025

Le Danemark puissance 4 contre la Croatie

Triple tenant du titre planétaire, le Danemark s'est coiffé d'une quatrième couronne consécutive dimanche à Oslo en dominant sans trembler la Croatie en finale du Championnat du monde (32-26). Les stars Mathias Gidsel et Emil Nielsen ont rayonné alors que les Croates ont dégoupillé (7 suspensions de deux minutes, deux joueurs exclus)



Le règne danois continue au sommet de la planète handball. Champions olympiques à Paris en juin, les partenaires de Mathias Gidsel ont survolé le Championnat du monde jusqu'à une finale impeccable ce dimanche, à Oslo, contre la Croatie (32-26) tombeuse des Bleus. Les Danois coiffent leur quatrième titre mondial consécutif, du jamais-vu, et reviennent à deux longueurs de la France, nation la plus titrée dans ce rendez-vous (6 médailles d'or). Dans une salle norvégienne acquise à leur cause, les joueurs de Nikolaj Jacobsen ont affiché leur maîtrise face à des Croates dont le plan de jeu était simple : bousculer, avec vigueur, le jeu léché des Danois.Dès l'entame, Mateo Maras a violemment arrêté Simon Pytlick pour écoper de la première suspension de deux minutes de son équipe. Un engagement physique à la limite, voire au-delà, mais payant dans le premier quart d'heure pour ralentir l'attaque danoise. Sauf qu'en face, Emil Nielsen était lui aussi lancé dans une grande finale avec 7 arrêts sur les 14 premiers tirs subis (13 arrêts au final). Après 20 minutes et un nouvel arrêt de l'ancien portier nantais, Marko Mamic, pièce essentielle de la défense croate, a dégoupillé. Sa cravate, les deux bras autour de la gorge de Rasmus Lauge Schmidt en contre-attaque, lui a valu un carton rouge logique.Objectif Euro 2026 pour détenir les trois titres internationaux en même temps De quoi enfin lancer la machine nordique. Meilleur buteur du tournoi (74 buts), Gidsel a lancé son récital (10 buts, 4 passes) avec ses appuis de feu en provoquant, comme un bonus, une nouvelle suspension de deux minutes pour Zvonimir Srna, avant la mi-temps (16-12, 30e). Condamnée à l'exploit, la Croatie a commencé la deuxième période en offrant un « pastis » (tir capté) à Nielsen sur une tentative d'Ivan Martinovic (6 buts) et une double infériorité numérique après des coups de sifflet contre Maras, encore, et Marin Jelinic. Des erreurs aussitôt punies par le Danemark, autour de ses artificiers Gidsel, Pytlick (4 buts) et Emil Jakobsen (5 buts).Avec neuf buts d'avance à l'entame du dernier quart d'heure (25-16, 45e), les Danois ont pu mettre le champagne au frais. Un petit relâchement a ramené les Croates à cinq longueurs (28-23, 55e), mais Pytlick a aussitôt provoqué un jet de 7 mètres et la disqualification de Srna (pour trois suspensions de deux minutes) plus une autre suspension adressée au banc croate, furieux de ce coup de sifflet. Fair-play, les Nordiques ont laissé Domagoj Duvnjak, capitaine croate, inscrire le dernier but, pour refermer sa carrière.Tenant des titres olympique et mondial, le Danemark tentera de compléter sa collection simultanée lors de l'Euro 2026 (15 janvier - 1er février) co-organisé par la Norvège, la Suède et... le Danemark lui-même.



ALL-STAR DE LA COMPÉTITION.

Mathias Gidsel s'est taillé la part du lion au Championnat du monde masculin IHF 2025, après avoir mené le Danemark à son quatrième titre consécutif et son troisième consécutif avec l'équipe scandinave.Gidsel, joueur masculin de l'année 2023 de l'IHF, a remporté son deuxième titre de MVP consécutif au Championnat du monde masculin de l'IHF, ainsi que son deuxième titre de meilleur buteur consécutif. Il a fait partie de l'équipe All-Star lors des sept dernières compétitions internationales majeures, étant l'arrière All-Star à Egypte 2021, le MVP des Jeux Olympiques de Tokyo 2020 et de Paris 2024, ainsi que l'arrière All-Star à l'EHF EURO 2022 et l'EHF EURO 2024. Gidsel, qui a également été le meilleur buteur de la compétition, avec 74 buts, est rejoint dans l'équipe All-Star par deux coéquipiers danois – le gardien Emil Nielsen et l'arrière gauche Simon Pytlick.Deux joueurs croates ont également été sélectionnés dans l'équipe All-Star, avec Mario Šoštarič et l'arrière droit Ivan Martinovic dans l'équipe, tandis que le Portugal avait l'arrière central Martim Costa et Victor Iturriza dans l'équipe All-Star.La France, médaillée de bronze, compte également Dylan Nahi comme meilleur ailier gauche de la compétition.Le prix du « Meilleur jeune joueur présenté par LIDL », décerné au meilleur joueur âgé de moins de 21 ans, a été remporté par le Portugais Francisco Costa, qui, à seulement 19 ans, a réalisé une fantastique performance au Championnat du monde masculin IHF 2025.Costa a marqué 54 buts et délivré 22 passes décisives, menant le Portugal à son meilleur résultat dans la compétition, la quatrième place, soulignant l'énorme potentiel de l'équipe pour l'avenir.

CHAMPIONNAT DU MONDE MASCULIN IHF 2025 – ÉQUIPE D'ÉTOILES

Gardien : Emil Nielsen (Danemark)
Ailier droit : Mario Šoštarič (Croatie)
Arrière droit : Ivan Martinović (Croatie)
Défenseur central : Martim Costa (Portugal)
Arrière gauche : Simon Pytlick (Danemark)
Ailier gauche : Dylan Nahi (France)
Joueur de ligne : Victor Iturriza (Portugal)
Meilleur jeune joueur présenté par LIDL : Francisco Costa (Portugal)
Meilleur buteur : Mathias Gidsel (Danemark) – 74 buts
MVP : Mathias Gidsel (Danemark)

CYCLO-CROSS, MONDIAUX (H)

Van der Poel écrase les Mondiaux et entre dans l'histoire



MATHIEU VAN der Poel a écrasé le Championnat du monde de cyclo-cross, dimanche, pour conquérir un septième maillot arc-en-ciel et égaler le record vieux de plus de cinquante ans d'Eric De Vlaeminck.Quand il retire son casque et ses lunettes, qu'il desserre ses mâchoires, Mathieu Van der Poel retrouve une bouille pouponne qu'on aurait presque du mal à reconnaître. Un faux air de premier communiant qu'il trimballait l'air de ne pas y toucher sur le podium du Championnat du monde, alors qu'en coulisses, il avait dû laisser traîner le costume de vélociraptor qu'il avait enfilé pour déchiqueter ses adversaires, avec cette détermination, ce visage et cette bouche fermés du carnassier concentré à ne pas laisser échapper sa proie, léger mouchetage de boue au coin des babines.Une course sans suspenseDès le départ, Van der Poel a pris les commandes et n'a jamais été inquiété. Après seulement deux minutes de course, il creusait déjà un écart significatif sur ses poursuivants. Son grand rival Wout Van Aert, mal positionné en quatrième ligne, a complètement raté son envol et s'est retrouvé englué dans le peloton, contraint de remonter un à un ses adversaires.Tandis que le Belge tentait une remontée désespérée, Van der Poel enchaînait les tours en solitaire, alliant puissance et précision technique sur un parcours exigeant. À l'arrivée, l'écart est sans appel : 45 secondes d'avance sur Van Aert, 1'06″ sur Thibau Nys, qui complète le podium.« La meilleure stratégie était d'attaquer tôt et de creuser l'écart, surtout sur un circuit aussi piégeux. J'ai eu un super départ, et ça m'a donné des ailes. »

VAN AERT TROP LOIN, LES BELGES BATTUS

L'affrontement tant attendu entre les deux géants du cyclo-cross n'a finalement pas eu lieu. Coincé dans le trafic au départ, Van Aert a mis trop de temps à remonter. S'il a tenté de sauver l'honneur en prenant la deuxième place, il n'a jamais pu inquiéter Van der Poel, qui filait déjà vers son septième titre.Derrière lui, Thibau Nys a remporté la bataille pour la médaille de bronze, devançant son compatriote Joris Nieuwenhuis. La Belgique, pourtant venue en force avec cinq coureurs parmi les poursuivants, n'a jamais été en mesure de contester la suprématie du Néerlandais..

Mistral lance son nouveau modèle IA Small 3, un concurrent direct à GPT-4o mini



Mistral Small 3 devient le pendant open source de GPT-4o mini, qui est quant à lui propriétaire. Plus petit que ses concurrents, il se démarque par des performances plus élevées et une latence particulièrement faible, ce qui en fait un modèle d'IA de choix pour bien des usages.

Mistral AI, alternative européenne aux mastodontes du secteur de l'intelligence artificielle, a annoncé le lancement d'un nouveau modèle, Small 3, qui vient concurrencer directement le modèle GPT-4o mini d'Open AI.

Rapide et performant

« Mistral Small 3 est compétitif avec des modèles plus grands tels que Llama 3.3 70B ou Qwen 32B, et constitue un excellent remplacement open source pour les modèles propriétaires opaques comme GPT4o-mini », assure l'entreprise. Ce modèle mise sur sa légèreté, ce qui en fait une bonne option pour tourner en local. Il faut bien sûr un ordinateur très puissant pour l'exécuter convenablement. Mistral AI recommande un PC équipé d'une carte graphique RTX 4090 ou un MacBook avec 32 Go de RAM. Mistral AI met aussi en avant son efficacité, avec un ratio performances-latence des plus impressionnants. Il s'agirait même du modèle « le plus efficace de sa catégorie », si l'on en croit les chiffres publiés par Mistral AI.

Mistral Small 3, un modèle léger et personnalisable

L'utilisation de Mistral Small 3 est particulièrement bien adaptée aux scénarios suivants :
Assistance conversationnelle à réponse rapide : « Mistral Small 3 excelle dans les scénarios où des réponses rapides et précises sont essentielles. Cela inclut les assistants virtuels dans de nombreux scénarios où les utilisateurs s'attendent à un retour immédiat et à des interactions en temps quasi réel » ;
Besoin de latence extrêmement faible dans le cadre de flux de travail automatisés ou agentiques ;
Adaptation à un besoin spécifique : Mistral Small 3 peut être personnalisé pour se spécialiser dans des domaines particuliers. Mistral AI cite des domaines tels que le conseil juridique, le diagnostic médical et le support technique, où des connaissances spécifiques au domaine sont essentielles.
Mistral Small 3 est disponible grâce à une API depuis la Plateforme, l'outil de Mistral AI consacré aux développeurs.

OpenAI, Gemini et Mistral dévoilent de nouveaux modèles d'I.A. pour contrer DeepSeek

DEPUIS l'arrivée de DeepSeek sur le marché il y a quelques jours, l'intelligence artificielle générative traverse une période charnière. Si vous utilisez régulièrement ces technologies, ou que vous suivez leur actualité, vous avez peut-être remarqué que le modèle chinois propose des performances se rapprochant des meilleurs modèles de ChatGPT.
L'utilisation de DeepSeek R1 coûte jusqu'à près de 20 fois moins qu'un modèle équivalent chez OpenAI, bouleversant les équilibres établis dans le secteur. Face à cette nouvelle prouesse, OpenAI, Google et le français Mistral ont réagi. Ils ont ce matin annoncé le lancement de nouvelles versions optimisées de leurs modèles respectifs. Une réaction qui marque un tournant dans la démocratisation de l'intelligence artificielle avec des prix en forte baisse.

Toutes les spécifications des RTX 5070 et 5070 Ti détaillées par NVIDIA : Blackwell passe enfin au milieu de gamme !



APRÈS le (chaotique ?) lancement des GeForce RTX 5090 et 5080, la suite des réjouissances se prépare chez NVIDIA : fin février en ligne de mire ?
Le 30 janvier dernier, NVIDIA a donc ouvert la vente des GeForce RTX 5090 et 5080, les modèles plus haut de gamme de sa génération Blackwell. Ces modèles devraient être suivis par des produits autrement plus accessibles.
Les RTX 5070 Ti et 5070 auront surtout la lourde tâche de convaincre du point de vue des performances globales autant que du prix de la disponibilité réelle, alors que les grandes sœurs n'ont guère tenu leur MSRP.

RTX 5070 Ti : un GB203 qui réduit la voilure

Au travers d'un document PDF tout ce qu'il y a de précis, NVIDIA a donc dévoilé les détails techniques de ses deux prochaines cartes graphiques de la génération Blackwell.
Nous commençons par la plus puissante des deux, la RTX 5070 Ti, qui ne devrait d'ailleurs pas bénéficier de modèles Founders Edition directement produits par NVIDIA. Il faudra donc se tourner vers les modèles customs, ceux fabriqués par les partenaires de la firme américaine. Toutes ces customs seront conçues autour du même GB203 que l'on retrouve déjà sur la RTX 5080. Enfin, le même, c'est vite dit : il s'agit d'une version réduite qui ne compte « que » 8 960 cœurs CUDA, et donc moins de cœurs Tensor (280) ou de cœurs RT (70) que la RTX 5080. Notez aussi que la fréquence boost du GPU a été revue à la baisse (2,456 GHz), alors que les quantité et interface mémoire restent identiques : 16 Go de GDDR7 sur un bus de 256 bits, pour une bande passante qui est abaissée à 896 Go/s, mais qui reste donc élevée. Enfin, il est important de noter que le TGP baisse sensiblement, passant à 300 watts sur la RTX 5070 Ti, contre 360 watts pour la 5080, mais pour passer sous ce seuil des 300 watts, c'est vers la 5070 qu'il faut se tourner.

RTX 5070 : nouveau GPU, bus mémoire réduit

Alors que la RTX 5070 Ti pourrait arrive dès le 20 février (date non officielle), les rumeurs ne font guère de cas de la 5070, qui pourrait donc être encore un peu plus loin de nous… mars, sans doute ?
Cette RTX 5070 viendra encore abaisser le ticket d'entrée à Blackwell, puisque nous parlons d'un MSRP de 649 euros. Un prix qu'il faudra évidemment vérifier sur les modèles customs, alors que la 5070 profitera d'un modèle Founders Edition signé NVIDIA… mais pour quelle disponibilité ?
Il n'est cette fois pas question de réutiliser un GPU : la RTX 5070 s'appuie sur le GB205, qui ne compte « que » 31,1 milliards de transistors pour 6 144 cœurs CUDA et, donc, 192 cœurs Tensor ainsi que 48 cœurs RT : des valeurs en net recul, même par rapport à la RTX 5070 Ti. En revanche, le GPU pourra aller un peu plus haut en fréquence boost, à 2 512 GHz, alors que la mémoire vive sera réduite à 12 Go, toujours en GDDR7. Plus gênant, le bus d'interface mémoire passe à 192 bits réduisant très nettement la bande passante globale, à 672 Go/s.
L'interface reste en PCIe Gen 5, même si nous savons que ça n'a qu'un impact très réduit sur les performances. La RTX 5070 sera la plus accessible des cartes Blackwell jusqu'à la sortie, encore très floue, des RTX 5060 Ti et 5060.

Le DevOps en 2025 : comment ce rôle évolue-t-il ?

La fonction DevOps connaît une transformation rapide. L'intégration de nouvelles technologies et méthodologies révolutionne ce rôle clé à l'interface du développement et des opérations. Cette évolution, stimulée par l'essor de l'IA et du cloud notamment, remodèle profondément les compétences requises et les responsabilités associées. Examinons les mutations qui façonnent l'avenir du DevOps et leur impact sur l'industrie IT.

L'évolution des responsabilités du DevOps

Cette évolution reflète la complexité croissante des environnements IT et la nécessité d'une approche holistique de la gestion des systèmes.

Intégration accrue de la sécurité (DevSecOps)

L'émergence du DevSecOps marque un tournant décisif dans l'évolution des responsabilités DevOps. Cette approche intègre la sécurité dès les premières étapes du cycle de développement, plutôt que de la considérer comme une couche supplémentaire ajoutée a posteriori.
Les professionnels DevOps assument désormais la responsabilité de :
Implémenter des pratiques de « shift-left security », incorporant des tests de sécurité automatisés dans les pipelines CI/CD.
Collaborer étroitement avec les équipes de sécurité pour définir et appliquer des politiques de sécurité as code.
Mettre en place des systèmes de détection et de réponse aux incidents de sécurité en temps réel. Gérer les vulnérabilités de manière proactive, en utilisant des outils d'analyse statique et dynamique du code.
Cette évolution nécessite une compréhension approfondie des principes de sécurité applicative et infrastructurelle.

Gestion avancée des infrastructures cloud-native

L'adoption généralisée des architectures cloud-native redéfinit la gestion des infrastructures, en plaçant les DevOps au cœur de cette transformation.
Pour illustrer cette évolution, voici un tableau comparatif des compétences requises :
Notons que cette transition exige une compréhension approfondie des services cloud avancés et la capacité à orchestrer des environnements distribués complexes.

Automatisation poussée et orchestration des processus
L'automatisation, pilier du DevOps, atteint désormais de nouveaux sommets de sophistication. Aujourd'hui, les professionnels DevOps se concentrent davantage sur :
L'implémentation de pipelines CI/CD entièrement automatisés, incluant des tests, des déploiements et des rollbacks sans intervention humaine.
L'orchestration de microservices et de conteneurs à grande échelle, qui utilise des outils comme Kubernetes de manière avancée.
La mise en place de systèmes d'auto-réparation et d'auto-scaling basés sur des règles complexes et l'analyse en temps réel.
L'intégration de l'intelligence artificielle dans les processus d'automatisation pour optimiser les performances et prédire les problèmes.
D'ailleurs, l'automatisation s'étend au-delà des tâches opérationnelles pour englober la génération et la mise à jour automatique de la documentation, l'allocation dynamique des ressources et l'optimisation continue des workflows.

Les nouvelles compétences techniques requises

Maîtrise des technologies d'IA et de ML appliquées aux opérations
L'intégration de l'IA et du machine learning (ML) dans la sphère des opérations IT bouleverse la gestion des infrastructures et des applications. Les as du DevOps doivent désormais apprivoiser ces technologies pour optimiser les performances, anticiper les incidents et automatiser les prises de décision complexes.



Cette expertise implique nécessairement la compréhension des algorithmes de ML, la capacité à concevoir et entraîner des modèles prédictifs, ainsi que l'aptitude à intégrer ces modèles dans les pipelines CI/CD et les systèmes de monitoring. Les DevOps s'appuient sur ces technologies pour créer des systèmes auto-adaptatifs capables d'anticiper les besoins en ressources, de détecter les anomalies et d'optimiser automatiquement les configurations.

Expertise en conteneurisation et orchestration avancée

La conteneurisation et l'orchestration avancée s'imposent comme des compétences fondamentales pour les DevOps modernes. Cette expertise transcende la simple utilisation de Docker et Kubernetes, en englobant :
La conception d'architectures de microservices hautement scalables et résilientes.
L'implémentation de stratégies de déploiement sophistiquées (blue-green, canary, etc.).
L'optimisation des performances des clusters Kubernetes à grande échelle.
La gestion avancée du networking et du stockage dans des environnements conteneurisés.
L'intégration de service meshes pour améliorer la sécurité et la visibilité des microservices.
Cette maîtrise permet désormais aux DevOps d'orchestrer des environnements complexes, tout en assurant une disponibilité maximale et une gestion efficace des ressources.

Compétences en edge computing et fog computing

L'essor de l'edge computing et du fog computing métamorphose la manière dont les données sont traitées et les applications déployées. Les DevOps doivent acquérir de nouvelles compétences pour gérer efficacement ces architectures distribuées.
Cette expertise englobe la conception de systèmes capables de traiter les données au plus près de leur source, la gestion de la latence et de la bande passante dans des environnements hétérogènes, ainsi que l'implémentation de mécanismes de synchronisation et de réplication des données entre le edge et le cloud.

Connaissance approfondie des architectures serverless

L'adoption croissante des architectures serverless redéfinit la manière dont les applications sont conçues, déployées et gérées.

La maîtrise du serverless permet aux DevOps de créer des applications hautement scalables et économiques, tout en réduisant la complexité opérationnelle.

L'impact des méthodologies émergentes
Adoption généralisée du GitOps
En 2025, le GitOps redéfinit les règles du jeu dans la gestion des infrastructures et des applications.
Imaginez un cadre où chaque modification, chaque mise à jour, passe par une validation claire et traçable dans Git. Ce n'est pas qu'une simple méthodologie, c'est une philosophie : centraliser les configurations et les déploiements dans un seul et même espace pour garantir une transparence totale.
Ce modèle réduit les zones d'ombre. Tout est inscrit noir sur blanc dans les commits.
Et l'impact est immédiat : un déploiement plus rapide, moins de risques d'erreur et une équipe DevOps qui gagne en sérénité et en efficacité.

Intégration des pratiques DataOps et MLOps

Si les données sont le carburant de nos entreprises, les méthodologies DataOps et MLOps sont le moteur qui les propulse.
On ne parle plus seulement de pipelines logiciels, mais de pipelines de données et d'apprentissage automatique qui doivent être aussi fluides et fiables que les infrastructures DevOps classiques.
En adoptant ces pratiques, le DevOps étend son champ d'action bien au-delà du développement classique, et devient un chef d'orchestre dans un environnement où algorithmes, données et infrastructures doivent jouer à l'unisson.

Mise en œuvre du Chaos Engineering à grande échelle

Testez avant que tout ne s'effondre : voilà la devise du Chaos Engineering !
En 2025, les entreprises ne se contentent plus de réagir aux pannes, elles les provoquent de manière contrôlée pour mieux s'y préparer. Ce n'est pas un simple caprice technologique, c'est un acte de prévention indispensable dans des systèmes toujours plus complexes.
En multipliant ces tests, on découvre des failles invisibles en conditions normales, et l'on bâtit des systèmes capables de tenir même dans la tempête.

Développement de l'AIOps

L'AIOps, c'est un peu comme avoir un copilote ultra-performant qui analyse tout en temps réel. Logs, métriques, alertes : il capte tout, détecte les anomalies avant qu'elles ne deviennent des problèmes et propose même des solutions.
On parle ici d'une révolution tranquille.
En 2025, ce n'est plus de la science-fiction, mais une réalité incontournable pour les DevOps. Grâce à ces outils dopés à l'IA, les équipes passent moins de temps sur des tâches ingrates et répétitives pour se concentrer sur ce qui compte vraiment : améliorer les performances, prévenir les interruptions et repousser les limites de l'automatisation intelligente.
Les outils et plateformes du DevOps de demain

Plateformes d'observabilité avancées et intégrées
Les environnements IT modernes génèrent une quantité vertigineuse de données. Pour naviguer dans cette complexité, des plateformes comme Datadog ou Prometheus se transforment en alliées incontournables.
Ces outils ne se contentent plus d'afficher des métriques : ils anticipent, analysent et alertent, offrant une vision complète et proactive des systèmes.

Solutions de déploiement continu pour environnements complexes

On l'a vu, des architectures distribuées, multi-cloud ou serverless imposent des pipelines CI/CD sophistiqués. Des solutions comme Jenkins ou GitLab CI/CD sont en mesure d' orchestrer chaque étape du déploiement avec une précision chirurgicale.
Ces outils permettent de déployer une application en quelques minutes, même dans des environnements où plusieurs dizaines de microservices interagissent.
Plateformes de gestion des politiques et de la gouvernance as code
Enfin, la conformité et la sécurité ne peuvent plus être des réflexions secondaires. Certains outils offrent un contrôle précis et automatisé des règles, directement via le code.
Que ce soit pour limiter des accès, respecter des normes ou garantir la cohérence des configurations, ces plateformes assurent une gouvernance efficace dans des environnements ultra-dynamiques.

Les 3 points clés à retenir :

Le rôle du DevOps évolue rapidement : il intègre des dimensions stratégiques comme la sécurité (DevSecOps), l'automatisation avancée et l'IA pour gérer des environnements toujours plus complexes.
Les compétences techniques et humaines s'élargissent : expertise en IA, conteneurisation, edge computing et maîtrise des soft skills, entre autres.
Les outils et méthodologies redéfinissent les pratiques : des plateformes d'observabilité aux pipelines CI/CD avancés, en passant par la gouvernance as code, le DevOps s'appuie sur un écosystème technologique en perpétuelle innovation.

Charlie Chaplin a participé à un concours de sosies de lui-même en 1915 incognito et n'a pas gagné !



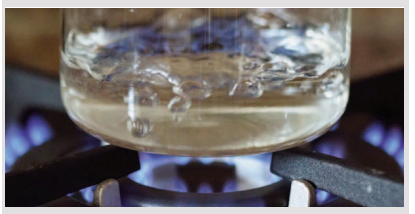
CHARLIE CHAPLIN était une superstar internationale grâce à ses films muets et son style unique. En dehors de ses nombreux films, les concours de sosie du célèbre acteur étaient une forme de divertissement populaire.
En 1915, Chaplin a décidé de participer à l'un de ces concours incognito à San Francisco, et bizarrement il a perdu, il a même échoué de se qualifier à la phase finale de la compétition.

Les nazis ont créé une croix gammée avec des arbres qui n'a été trouvée qu'après 60 ans !



LES NAZIS ont conçu un svastika géant de 3.600 m² à partir de plus de 140 arbres de mélèze plantés dans les années 1930 dans une forêt de pins située dans la ville de Brandebourg à 100 kilomètres au nord de Berlin.
Cette croix gammée est passée inaperçue jusqu'à 1992, lorsqu'un pilote d'avion a découvert le site qui montre parfaitement ce svastika à cause du contraste entre les feuilles jaunâtres de ces mélèzes qui forment ce symbole et les pins qui les entourent. Le site n'a été rasé qu'en 2000.

Au sommet du mont Everest, l'eau se met à bouillir à 72°C !



CE QUE nous savons sur l'eau est que cette dernière bout à une température de 100°C, mais lorsqu'il y a un changement de pression, par exemple, à une haute altitude ou au fond des océans, la température d'ébullition change. Ainsi, au sommet du mont Everest, à une altitude de à 8 848 mètres, l'eau bout à une température de 72°C. En fait, lorsque la pression diminue, la température d'ébullition baisse elle aussi.
Lorsque la pression augmente, on voit que la température d'ébullition augmente elle aussi, c'est le cas au fond des océans où l'on peut trouver des sources d'eau qui peuvent atteindre une température de 300°C sans bouillir.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



BMW et Mercedes partent en croisade contre les taxes

Auto•Il y a quelques jours, le CEO de BMW s'est prononcé en faveur d'une réduction des droits d'importation des voitures « Made in USA ». Il rejoint ainsi Mercedes sur le même front, et ce ne sont pas les seules taxes qu'ils dénoncent



Pas besoin d'être très pointu en actualité politique pour savoir que Donald Trump envisage de solidement accroître les tarifs douaniers sur les marchandises importées, notamment en provenance de l'Union européenne. Son argument ? L'Europe n'est pas équitable dans sa balance commerciale avec les Etats-Unis.
Dans cette balance, il y a bien sûr l'automobile. Et force est de reconnaître que les marques européennes (principalement allemandes) sont très bien implantées outre-Atlantique, alors que les voitures américaines sont pratiquement invisibles en Europe. Voilà pourquoi, et pour amadouer Trump au moins sur l'automobile, Oliver Zipse, le patron de BMW, propose de réduire les taxes à l'importation sur les voitures construites aux Etats-Unis, de 10 à 2,5 %, soit le même taux appliqué aux voitures européennes qui entrent sur leur territoire.

La taxe chinoise aussi

En attendant, BMW et Mercedes ont intenté un recours en justice contre l'Europe pour la « taxe chinoise » imposée aux voitures électriques importées de Chine. Les deux constructeurs avancent l'argument de vouloir éviter une autre escalade avec le géant asiatique, qui mettrait en péril leur position sur ce marché.
Mais la raison majeure est peut-être plutôt que Mercedes possède encore la moitié de Smart, dont tous les modèles sont désormais électriques et fabriqués en Chine par le groupe Geely, tandis que BMW produit également dans le pays l'un de ses produits phares : la nouvelle Mini Cooper SE électrique.

Acheté pour 50 € dans un vide-greniers, ce tableau était en fait un Van Gogh à 15 millions d'euros

Des experts en recherche artistique ont conclu qu'un tableau acheté sur un vide-greniers aux États-Unis était en réalité l'œuvre de Vincent Van Gogh. Ce portrait de pêcheur, baptisé « Elimar », aurait été peint quand l'artiste néerlandais était interné à Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône). La toile vaudrait au moins 15 millions d'euros.

IL AURA fallu quatre ans d'analyses minutieuses pour authentifier un tableau déniché dans un vide-greniers du Minnesota (États-Unis). Le portrait, acheté par un collectionneur pour seulement 50 €, s'avère être une œuvre de l'un des plus grands peintres de l'histoire. La toile, baptisée Elimar, aurait en effet été réalisée par Vincent van Gogh (1853-1890) et elle vaudrait aujourd'hui au moins 15 millions d'euros, selon The Wall Street Journal .

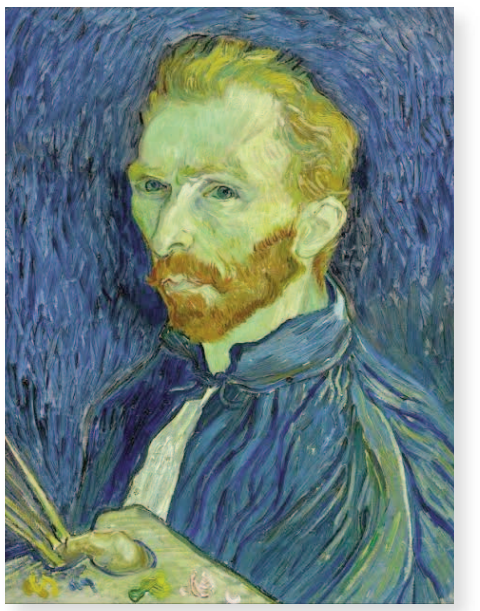
Un cheveu retrouvé sur la toile

Les experts du cabinet de recherche artistique LMI Group International ont notamment examiné les pigments du tableau, le tissage ou la graphologie du nom de l'œuvre. Le tout en combinant techniques traditionnelles des conservateurs et technologies modernes.
Un test ADN a été effectué à partir d'un cheveu retrouvé sur la toile. Si les spécialistes ont déterminé qu'il s'agissait de celui d'un homme, ils n'ont pas pu établir de correspondance avec celui des descendants de l'artiste, précise CNN .

Toutefois, les experts sont formels : Elimar a bien été peint par Vincent van Gogh, probablement « durant le dernier et tumultueux chapitre de la vie » du Néerlandais, qui était alors interné à Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône). Il représente un pêcheur en train de réparer son filet, tout en fumant sa pipe. Le portrait, de 45,7 cm sur 41,9 cm, serait l'une des traductions d'un tableau de l'artiste danois Michael Peter Ancher (1849-1927).

De nombreux tableaux de Van Gogh perdus ou donnés

Reste à savoir comment un tel trésor a pu se retrouver sur l'étal d'un vide-greniers. Pour LMI Group International, rien de surprenant. L'artiste aurait réalisé au moins 900 toiles au cours de sa vie. « Il est bien connu que Van Gogh a perdu de nombreuses œuvres, en a fait don à des amis et n'était pas particulièrement prudent avec les œuvres qu'il considérait comme des études, et il y en avait beaucoup », estime le cabinet.Elimar doit désormais être officiellement authentifié par le musée Van Gogh d'Amsterdam, aux Pays-Bas, seul habilité à le faire. En 2018, il avait dans un premier temps refusé d'attribuer le portrait du pêcheur au célèbre peintre.



La surface de l'océan se réchauffe à un rythme sans précédent, des chercheurs expliquent pourquoi



Le phénomène El Niño n'est pas suffisant pour expliquer les températures record mesurées à la surface de l'océan entre 2023 et 2024, selon une étude britannique. D'après cette analyse, le taux de réchauffement marin a plus que quadruplé depuis la fin des années 1980 (université de Reading).



"La chaleur absorbée par l'océan est ce qui nous permet d'être encore en vie", rappelait l'océanographe Françoise Gaill, Professeure émérite au CNRS et présidente de la Fondation Ocean Sustainability, devant la caméra de GEO en novembre 2023.

Au moment où la chercheuse prononçait ces mots, la température moyenne à la surface des mers connaissait des niveaux record qui allaient s'achever au début de l'année suivante, totalisant 450 jours de "jamais-vu". El Niño, un phénomène de réchauffement naturel dans le Pacifique, fut alors proposé comme une piste d'explication plausible.

Toutefois, en comparant cet épisode récent à un El Niño similaire en 2015-2016, les auteurs d'une étude publiée le 28 janvier dans la revue Environmental Research Letters ont conclu que ce processus ne pouvait avoir provoqué à lui seul une telle chaleur (C. J. Merchant, R. P. Allan & O. Embury, 2025).

À hauteur de 44 %, les records de 2023-2024 seraient en fait imputables à une récente "accélération" de la tendance globale, le taux de réchauffement des océans ayant "plus que quadruplé" depuis la fin des années 1980 – passant d'environ 0,06 degré Celsius par décennie à 0,27 °C par décennie.

"Fermer le robinet d'eau chaude"

En modélisant le système Terre, l'étude met en évidence un "déséquilibre énergétique" croissant – en d'autres termes, notre planète absorbe plus d'énergie du soleil qu'elle n'en renvoie vers l'espace. Ainsi, à cause de l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre d'origine humaine et d'une modification de l'albédo avec la fonte des glaces, ce déséquilibre a pratiquement doublé depuis 2010.

"Si les océans étaient une baignoire, dans les années 1980, le robinet d'eau chaude coulait lentement, réchauffant l'eau d'une fraction de degré par décennie", illustre le professeur Chris Merchant, auteur principal de l'étude, dans un communiqué de l'université de Reading (Royaume-Uni) où il exerce. "Mais aujourd'hui, le robinet coule beaucoup plus vite et le réchauffement s'est accéléré", compare-t-il.

Par conséquent, le taux global de réchauffement des océans observé au cours des dernières décennies n'est pas une indication précise de ce qui se passera à l'avenir. Il est plausible que l'augmentation de la température océanique observée au cours des 40 dernières années soit dépassée au cours des 20 prochaines années seulement, évalue l'étude.

Étant donné que la surface de la mer détermine le rythme du réchauffement planétaire, cela a une incidence sur le climat dans son ensemble, notent les auteurs. D'où l'urgence de "fermer le robinet d'eau chaude" – c'est-à-dire de réduire la consommation d'énergies fossiles – afin d'éviter des hausses de température "encore plus rapides" dans un futur proche.

Polluants éternels: une bactérie serait capable de dégrader les PFAS et leurs sous-produits toxiques



EN LABORATOIRE, une souche bactérienne prélevée sur un sol pollué s'est avérée capable non seulement de briser les liaisons chimiques très fortes composant les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), mais également celles de plusieurs sous-produits toxiques (université de Buffalo).

Entre 10 et 11 PFAS différents relevés dans un seul prélèvement : à l'instar de Tours ou des environs de Rouen, certaines zones présentent un véritable "cocktail chimique", d'après les analyses effectuées par Générations Futures et l'UFC-Que Choisir sur l'eau potable de 30 communes françaises (23 janvier).

En effet, les substances per- et polyfluoroalkylées sont un groupe de produits chimiques largement utilisés depuis les années 1950 dans de nombreux secteurs d'activités en raison de leurs propriétés anti-adhésives, ignifuges (réduisant l'inflammabilité), anti-tâches, imperméabilisantes ou encore résistantes aux fortes chaleurs (INRS). Or, si ces molécules sont surnommées "polluants éternels", c'est en raison des liaisons chimiques très fortes entre les atomes de fluor et de carbone qui les composent. Ainsi, rares sont les bactéries capables de les fragmenter. Et lorsqu'elles y parviennent, elles rejettent néanmoins des sous-produits, appelés "métabolites" – parfois aussi toxiques que la substance initiale.

Cependant, dans un sol pollué au Portugal, des chercheurs de l'université de Buffalo (États-Unis) et leurs collègues ont identifié une souche de bactérie capable non seulement de dégrader au moins trois types de PFAS, mais surtout, de décomposer certains métabolites. Leur étude a été mise en ligne le 4 janvier dans la revue Science of the Total Environment (M. K. Wijayahena et al., 2025).

Polluant éternel le plus fréquent (PFOS) : dégradé à 90 %

"Si les bactéries survivent dans un environnement hostile et pollué, c'est probablement parce qu'elles se sont adaptées pour utiliser les polluants chimiques environnants comme source de nourriture afin de ne pas mourir de faim", explique le Dr Diana Aga, qui a supervisé l'équipe, dans un communiqué de l'université de Buffalo. Et ce, grâce à des "mécanismes efficaces" développés "au fil de l'évolution".

Ses partenaires de l'université catholique du Portugal ont donc placé la souche F11 de la bactérie Labrys portucalensis dans des flacons scellés, sans autre source de carbone que 10 000 microgrammes par litre de PFAS, choisi parmi trois types : l'acide perfluorooctane sulfonique (PFOS) – l'un des polluants éternels les plus répandus –, le 5:3 FTCA et le 6:2 FTSA.

Au bout de 100 jours d'incubation, le microbe avait éliminé respectivement plus de 90 %, 58 % et 21 % du PFOS, du FTCA et du FTSA. Si certains des métabolites issus de la fragmentation bactérienne contenaient encore du fluor, en revanche, au bout de 194 jours, trois de ces substances secondaires ont vu leurs liaisons carbone-fluor dégradées elles aussi.

Bien que les performances de la souche F11 semblent dépasser celles de toute autre bactérie testée jusqu'ici, "Il est possible que ces échantillons contiennent d'autres métabolites si minuscules qu'ils échappent aux méthodes de détection actuelles", reconnaît toutefois le Dr Aga.

Hors du laboratoire, une autre histoire ?

En outre, dans cette expérience, les bactéries ne disposaient d'aucune source de carbone autre que les PFAS pour se nourrir – ce qui n'est jamais le cas dans le monde extérieur. "Nous devons donner aux bactéries suffisamment de nourriture pour se développer, mais juste ce qu'il faut pour qu'elles ne perdent pas la motivation de convertir les PFAS en source d'énergie", suggère donc la chercheuse.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

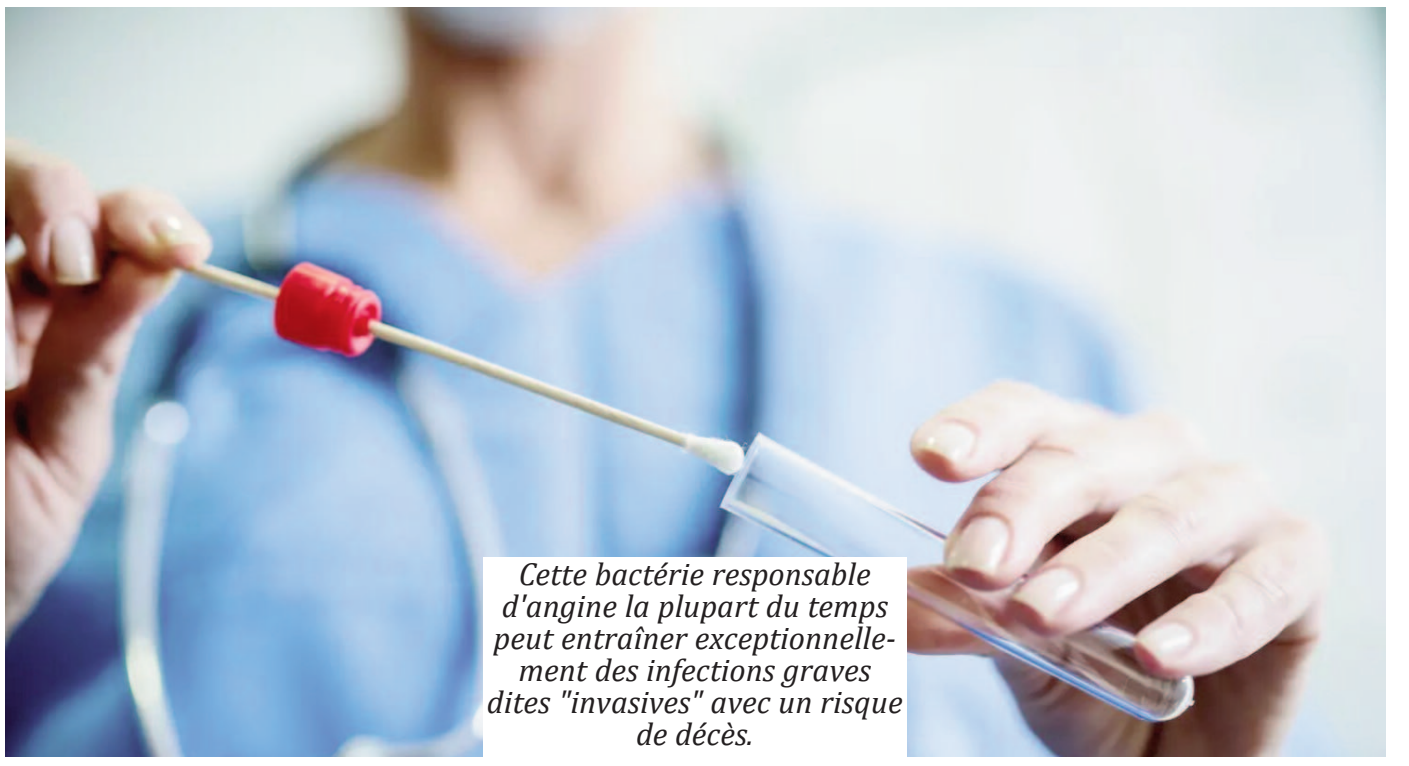
- Annaba
  3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
  Mob. :
  (0662) 18.41.81
  Fax :
  (038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
  6, rue Capitaine Si Abdallah
  15 000
  Tizi Ouzou
  Tél. :
  (026) 22.95.62
  Fax : (026) 22.95.62
- Constantine
  Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
  Constantine
  Tél-Fax :
  (031) 66.32.64
- Bejaïa
  Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
  Bureau N°10
  N° Tél :
  034-12-66-21
  Email : ljibejaia@yahoo.fr
- TipasaB.P. 66-A
  42 000 Tipasa
  Tél. :
  (024) 43.60.26

© 1990-2024

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Streptocoque A : symptômes, comment on l'attrape ?

Une infection à streptocoque est causée par une bactérie du genre streptocoque. Bénigne la plupart du temps, elle cause des angines ou des scarlatines mais peut aussi (rarement) se compliquer entraîner une infection dite "invasive" avec un risque de décès. Un nombre de cas pédiatriques d'infections invasives à Streptocoque du Groupe A (IISGA) plus important qu'habituellement a été observé depuis fin novembre 2022 dans différentes régions françaises (Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine) et concernaient principalement des enfants de moins de 10 ans.



Cette bactérie responsable d'angine la plupart du temps peut entraîner exceptionnellement des infections graves dites "invasives" avec un risque de décès.

Quelle est la définition d'une infection à streptocoque ?

"Une infection à streptocoque est une agression microbienne car le streptocoque est une bactérie (être vivant unicellulaire rudimentaire qui a un métabolisme). Une infection se caractérise par une agression d'un ou plusieurs tissus avec généralement destruction partielle des tissus infectés" informe le Dr Stéphane Gayet, Médecin infectiologue et hygiéniste aux Hôpitaux universitaires de Strasbourg. "Ce processus infectieux a deux grandes composantes : les bactéries pathogènes se divisent vite et forment une masse critique envahissante (virulence) et en plus elles produisent des toxines qui sont très dangereuses" précise-t-il. Il existe de nombreuses bactéries du genre Streptococcus. Les infections à streptocoque A (Streptococcus pyogenes) et B (Streptococcus agalactiae) sont moins fréquentes maintenant du fait de la consommation importante d'antibiotiques ; or, ces streptocoques sont restés sensibles aux antibiotiques, ce qui fait que moins de gens en sont porteurs.
"Les symptômes sont très bruyants"

Qu'est-ce qu'une infection invasive à streptocoque A ?

Le streptocoque du groupe A peut être responsable d'infections invasives graves comme observées en France depuis fin 2022. Dans ce cas, il peut occasionner des infections cutanées nécrosantes, des infections puerpérales, des pneumopathies et pleuropneumopathies et des méningites, indique Santé Publique France. Ces infections peuvent être associées à un syndrome de choc toxique streptococcique (SCTS), dû à la production d'une toxine. "La létalité des infections invasives du streptocoque du groupe A est estimée à 20% toutes pathologies confondues (plus élevée pour les formes sévères comme les SCTS). Ces infections invasives (IISGA) justifient une mise sous antibiothérapie" rappelle la Direction générale de la Santé le 12 décembre. La surveillance des infections invasives, dont celles liées au Streptocoque du groupe A (Streptococcus pyogenes) menée par Santé publique France repose sur le réseau EPIBAC. Les données d'EPIBAC montrent que les infections invasives à SGA (streptocoque du groupe A) étaient en constante augmentation entre 2003 et 2019. Sur cette période, elles concernaient chaque année environ 1 500 à 2 500 personnes dont près de 10% d'enfants de moins de 10 ans.

Angine à streptocoque A : symptômes, complications, c'est quoi ?

Quand l'angine est bactérienne, c'est très souvent le streptocoque A qui en est la cause (angine streptococcique). Elle est bénigne et soignée avec des antibiotiques. Dans de rares cas mais graves, elle peut se compliquer en infection invasive.

Qu'est-ce que le streptocoque A ?

Les streptocoques A et B sont assez proches. Ils appartiennent au même groupe de streptocoques. "Ce sont des souches virulentes et toxinogènes, surtout le streptocoque A" indique le Dr Stéphane Gayet. Le streptocoque bêta- hémolytique du groupe A ou Streptococcus pyogenes est spécifique à l'espèce humaine. "Son habitat est l'arrière-gorge, donc le pharynx, et il a un pouvoir pathogène riche" informe l'infectiologue. Il est le plus souvent responsable d'infections non invasives bénignes, telles que l'angine, l'impétigo et la scarlatine. Plus rarement, il est responsable d'infections invasives graves.

Qu'est-ce que le streptocoque B ?

Le streptocoque B (Streptococcus agalactiae) n'est pas spécifique à l'espèce humaine même si c'est une bactérie principalement humaine. On le retrouve chez certains animaux mais l'échange avec l'animal n'est pas très fréquent. "Son habitat est l'intestin et le vagin" enseigne le Dr Stéphane Gayet. Il peut devenir dangereux en cas de grossesse où il peut être transmis au nouveau-né au moment de l'accouchement et provoquer des infections graves comme une méningite ou une pneumopathie. C'est pourquoi un dépistage systématique en fin de grossesse est réalisé par prélèvement vaginal. En cas de positivité, un antibiotique est donné par voie veineuse à la mère de manière préventive dès le début du travail et jusqu'à la naissance

Quels sont les symptômes d'une infection à streptocoque ?

Les symptômes dépendent de la localisation. "Le streptocoque A en particulier donne des signes très marqués. Les symptômes (ce que l'on ressent) et signes (ce que l'on constate) sont très bruyants : fièvre très élevée (39-40•C), frissons, douleurs, altération de l'état général..." informe le Dr Stéphane Gayet. "L'érysipèle (infections cutanées) se signale par une rougeur étendue sur un membre ou sur le visage, une fièvre très élevée, des frissons" indique-t-il.
Est-ce que le streptocoque A se transmet ?
Les streptocoques A et B ne sont pas des bactéries commensales (qui appartiennent de façon physiologique au microbiote). Il n'est pas "normal" d'avoir des streptocoques dans notre organisme mais des gens en sont porteurs sains : ils les hébergent, les tolèrent et ne le savent pas car ils ne développent pas de maladie mais ils sont contagieux. Ils peuvent transmettre un streptocoque. "Par exemple, une personne porteuse qui a mis les mains à la bouche peut transmettre un streptocoque A ou B en serrant la main d'une autre personne. Tout ce qui va à la bouche est le principal mode d'entrée des streptocoques A et B" explique le Dr Stéphane Gayet. "On peut être contaminé sans le savoir d'où l'intérêt d'avoir des mesures d'hygiène systématiques : se laver les mains avant de toucher la nourriture, après avoir mis les mains à la bouche et avant de les mettre à la bouche... " recommande ce spécialiste.

Quelle est la période de contagiosité d'une personne contaminée au streptocoque ?

"La contagiosité (temps durant lequel une personne reste contagieuse) devient quasiment nulle après 48h de traitement antibiotique" informe le Dr Gayet.

Quelles maladies entraînent un streptocoque ?

► Le streptocoque A est à l'origine d'angines rouges (érythémateuses) ou rouges à points blancs (érythémato-pultacées), de scarlatine, forme d'angine plus grave. Il entraîne aussi des infections cutanées : l'érysipèle, infection grave qui nécessite souvent une hospitalisation, et qui se voit plutôt chez des personnes présentant une surcharge pondérale ou des troubles de la circulation lymphatique et veineuse ; l'impétigo, surtout dans les pays tropicaux. Lors d'infection invasive, plus grave, le streptocoque A est aussi à l'origine de septicémies souvent mortelles, notamment de septicémies après l'accouchement (la fièvre puerpérale), de dermo-épidermite nécrosante (fasciite nécrosante, cellulite nécrosante) qui arrive surtout à l'hôpital après une opération chirurgicale. Il y a également des pneumonies à streptocoque A. Certaines infections invasives peuvent se compliquer d'un syndrome de choc toxique streptococcique, dû à la production d'une toxine.
► "Le streptocoque B a un pouvoir pathogène un peu moins intense. Il est surtout redoutable chez le nouveau-né" enseigne l'infectiologue. "Les nouveau-nés peuvent faire une septicémie après la naissance du fait de la contamination par voie basse lorsqu'une femme est porteuse du streptocoque B dans le vagin, explique-t-il. C'est pourquoi un prélèvement vaginal et du rectum est réalisé en fin de grossesse, à la 35ème semaine. Si c'est positif, le vagin est décolonisé de façon temporaire avec un traitement antibiotique avant le travail " précise le spécialiste. Le streptocoque B donne également des angines et des septicémies chez l'adulte.

Une infection à streptocoque A occasionne souvent un passage important de la bactérie dans le sang.

Diagnostic : quels examens et tests faire pour savoir si on a un streptocoque ?

"Le diagnostic est surtout clinique. Un médecin qui a de l'expérience repère vite une infection à streptocoque qui présente des signes cliniques typiques (fièvre élevée, altération de l'état général, localisations habituelles...)" informe le spécialiste. Il existe un test de diagnostic rapide pour l'angine à streptocoque (test biologique) et des hémocultures peuvent être effectuées. Une infection à streptocoque A occasionne en effet souvent un passage important de la bactérie dans le sang. Des prélèvements de sang (hémocultures) sont mis en culture dans des flacons afin d'identifier la bactérie. Des prélèvements locaux (écouvillonnage et mise en culture) peuvent également être faits, par exemple en cas d'érysipèle. Des examens de sang habituels (NFS) peuvent détecter une infection (augmentation de la CRP, hyperleucocytose). En décembre 2022, suite à une hausse de cas d'infections invasives à streptocoques A, la DGS demande aux médecins de procéder à un Test Rapide d'Orientation Diagnostique (TROD) Streptocoque A devant une angine et à un prélèvement de gorge devant un tableau clinique de scarlatine, en cas de TROD négatif. "Un TROD négatif ne suffit pas à exclure une infection à streptocoque A" précise la DGS. Elles peuvent évoluer vers des formes plus sévères et parfois réanimatoires constituant le syndrome du choc toxique.

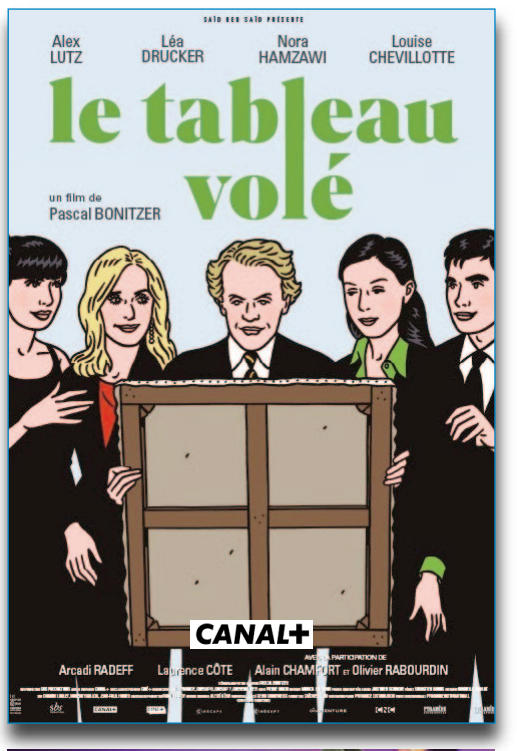
Test angine en pharmacie : prix, âge enfant, sans ordonnance ?

Le test de diagnostic rapide de l'angine (TROD) permet de savoir si une angine est bactérienne ou virale et si elle nécessite la prise d'antibiotiques.

Quels sont les traitements d'une infection à streptocoque ?

Les infections à streptocoques A et B sont traitées avec des antibiotiques. "Le meilleur antibiotique est la pénicilline, surtout l'amoxicilline (CLAMOXYL)" informe le Dr Stéphane Gayet. La durée du traitement est fonction de la gravité de la maladie, de 4 jours à trois semaines.
Prévention : comment se protéger d'une infection à streptocoque ? Pour limiter les risques de transmission, il est conseillé d'adopter les mêmes gestes barrières utilisés contre les virus de l'hiver :
Lavage des mains,
Port du masque pour les personnes avec infections respiratoires,
Eternuer ou tousser dans le pli du coude













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05 Jeu (2025 - France) — TF1
Qui veut gagner des millions ?

21h05 Football : Coupe de France Saison 2024 — France 2
Le Mans / Paris-SG

20h50 Téléréalité (2025 - France) — 6ter
Cauchemar en cuisine

21h05 Comédie France - 2024 — CANAL+
Le tableau volé

22h50 Divertissement-humour — W9
France
Les 100 vidéos qui ont fait rire le monde entier

20h50 Film d'action — Ciné+ Frisson
HongKong - 1971
Big Boss

21h05 Magazine de société — 6ter
France - 2025
Objectif maison : chantier en famille

21h00 Film d'aventures - États-Unis 2006 — Ciné+ Premier
Blood Diamond

21h10 Cinéma - France 2022 — C8
Citoyen d'honneur

21h00 Film d'action - Suède - 2023 — Ciné Cinéma
Stockholm Bloodbath

20h50 Film d'aventures — Canal+ family
France - 2017
Le renard et l'enfant

21h15 Emission spéciale — TMC
France - 2005
Les Q d'or 2025

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série d'action (2024 - Finlande)
Saison 1 - Épisode 1/2/3

Conflict

Un commando de l'armée finlandaise monte à bord d'un navire de croisière que croise mystérieusement au large de la péninsule d'Hanko. Pendant ce temps, le sergent Berg et ses deux acolytes tentent d'échapper aux militaires lancés à leur poursuite dans une zone boisée. Après avoir troqué son uniforme pour une tenue civile, le commandant Rami Ohrankämmen essaie de passer à un check point. La présidente Saaristo est en désaccord avec le Premier ministre sur la politique à mener.

23h23
Série humoristique (2021 - France)
Saison 1 Épisode 1/2

Désordres

Mère célibataire, Florence Foresti profite de la semaine où sa fille est chez son père pour poursuivre l'écriture de son prochain spectacle prévu dans trois mois. Mais le quotidien de l'artiste est souvent perturbé par les sorties avec ses amies divorcées qui entre deux soirées arrosées cherchent également l'aventure amoureuse lors de récréations nocturnes. Pascal, son auteur, Béatrice, son agent ou Lucy sa femme de ménage forment le cercle d'amis intimes.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:53	12:43	15:35	17:58	19:23
CONSTANTINE	05:57	12:47	15:41	18:03	19:28
ALGER	06:11	13:02	15:56	18:18	19:43
OUARGLA	06:00	12:53	15:53	18:16	19:36
CHLEF	06:18	13:09	16:02	18:25	19:50
MOSTAGANEM	06:23	13:13	16:08	18:30	19:55
ORAN	06:26	13:16	16:11	18:33	19:58

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8107 — MARDI 4 FÉVRIER 2025

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	15°	6°
Oran	14°	8°
Constantine	13°	4°
Ouargla	17°	4°

DÉNONÇANT LA GESTION DES INONDATIONS EN ESPAGNE

Des milliers de manifestants à Valence

Plusieurs milliers de personnes sont descendues dans les rues de Valence dimanche pour protester contre la gestion des inondations meurtrières qui ont endeuillé le sud-est de l'Espagne le 29 octobre dernier.

Les manifestants au nombre de 35 000 manifestants, selon la Délégation du gouvernement espagnol (préfecture), ont exigé du président régional et son gouvernement conservateur (Parti populaire) de la région de Valence, Carlos Mazon, accusé d'être le principal responsable du lourd bilan du désastre qui a fait 224 morts et trois disparus.

Il s'agit de la quatrième manifestation depuis les inondations, elle a attiré moins de monde que les précédentes, celles du 9 et 30 novembre ayant réuni respectivement 130 000 et 100 000 personnes. Ils étaient environ 80 000 le 29 décembre. La manifestation était organisée par plus de 200 organisations civiques, sociales et syndicales de la région de Valence.

Les sinistrés reprochent à l'exécutif régional de ne pas avoir prévenu les habitants suffisamment à l'avance du danger des pluies torrentielles, en dépit d'une alerte donnée très tôt le matin du 29 octobre par l'agence météorologique nationale. Ils reprochent aussi aux autorités d'avoir tardé à déployer les secours et ensuite la lenteur des aides à ce jour.

«Énormément de gens ont perdu des proches, leurs maisons, et ils ne voient pas de solution à court terme», a lancé Alberto Alonso, électricien de 34 ans, au micro de la télévision nationale. Tout comme cet électricien, de nombreux espagnols mettent la mauvaise gestion de la catastrophe sur le dos du gouvernement régional.

Or, Carlos Mazon pointe du doigt le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez des conséquences du désastre. Pourtant, le gouvernement central à Madrid avait promis de débloquer 16,6 milliards d'euros pour aider les localités touchées, les victimes et les entreprises.



Une gestion catastrophique.

M. Mazón est également critiqué pour ce que les habitants de Valence assimilent à une réponse lente et chaotique à la catastrophe naturelle.

Des milliers de bénévoles ont été les premiers à se rendre sur le terrain dans les zones les plus durement touchées de la banlieue sud de Valence. Il a fallu des jours aux autorités pour mobiliser les milliers de policiers et de soldats que le gouvernement régional avait demandé aux autorités centrales d'envoyer.

Cela d'autant que les habitants, qui doivent faire face à un processus de reconstruction long et coûteux, affirment que le gouvernement a également été lent à fournir de l'aide.

Le jour du drame le gouvernement de Valence a admis qu'il n'avait envoyé des SMS avertissant les habitants de la catastrophe que huit heures après que les inondations ont été signalées et dix heures après que l'AEMET (agence météorologique) a émis un avertissement de «danger extrême» dans la région.

Ce bref message envoyé juste après 20 heures mardi est arrivé trop tard pour de nombreuses personnes qui étaient déjà bloquées chez elles, dans des magasins ou dans leur voiture dans les rues au moment où les inondations meurtrières ont eu lieu.

L'Aemet avait émis une «alerte rouge» pour la région de Valence, appelant à une «grande prudence» face à un danger «extrême».

Mais le service de Protection civile n'a envoyé qu'après 20 h son message d'alerte téléphonique invitant les habitants à ne pas sortir de chez eux.

L'heure à laquelle elles ont eu lieu ces inondations a contribué à alourdir le bilan des victimes. Le gros de la pluie est, en effet, tombé en fin de journée, à un moment où beaucoup d'habitants se trouvaient sur la route. Selon les autorités, de nombreuses victimes sont ainsi mortes dans leur voiture, surprises par la montée des eaux alors qu'elles rentraient chez elles, ou dans la rue, après avoir tenté de grimper aux arbres ou bien aux lampadaires. Une situation qui aurait pu être évitée si ces personnes avaient été mises en garde en temps et en heure pour leur permettre de rentrer plus tôt chez elles, estiment les médias locaux.

Les précipitations sont tombées sur des zones fortement peuplées et ont donc affecté mécaniquement un grand nombre de personnes. L'aire métropolitaine de Valence (sud-est), où ont eu lieu la très grande majorité des décès, compte ainsi 1,87 million d'habitants.

Il s'agit de la troisième plus grande ville d'Espagne. La densité urbaine «est un facteur très important» pour expliquer l'impact de ces inondations, souligne Pablo Aznar, pour qui la préparation des villes aux catastrophes climatiques constitue un «défi» pour les autorités.

Pour beaucoup d'Espagnols, la conjonction de ces pluies diluviennes et de mauvaises décisions en matière d'aménagement du territoire qui ont mené à une catastrophe de si grande ampleur.

Majda Khellaf

SONELGAZ A MEDEA

Les agressions sur les réseaux à l'origine des pannes

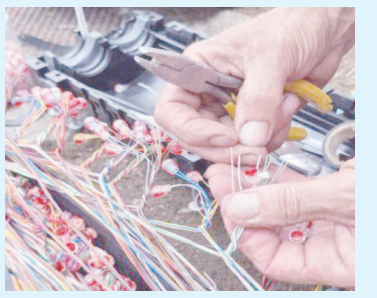
LE PHÉNOMÈNE des agressions des réseaux d'énergie est la principale cause des pannes enregistrées au cours de l'année 2024, représentant un taux de 34%, selon la direction de la distribution de Médéa qui déplore un important manque à gagner pour l'entreprise en sus des agréments induits pour les usagers.

La même source fait état de 21 cas d'agression sur le réseau d'électricité et 59 cas d'agression sur le réseau de gaz engendrés par des accidents causés par des tiers lors des travaux d'excavation sans prendre l'avis de la direction de distribution, privant plus de 124 496 foyers de l'énergie électrique.

L'agression sur les réseaux d'énergie a eu un impact négatif sur les équilibres financiers de l'entreprise qui a dû engager des travaux de rétablissement des conduites d'alimentation en gaz et des lignes électriques endommagées, est-il précisé. Outre leur impact sur la durée de vie des réseaux, les agressions ont aussi pour conséquence d'avoir un effet sur la qualité de service rendu au client en matière de fourniture d'énergie électrique durant l'année 2024. Il en va de même en ce qui concerne le réseau de gaz qui a enregistré le plus d'agressions engendrées par les travaux de creusement et d'excavation menés par des tiers et qui ont été à l'origine de 59 coupures de l'alimentation en gaz, privant 582 foyers de cette source d'énergie.

Outre les mesures légales prises par l'entreprise contre les agressions sur les réseaux électriques ou gaziers, des campagnes de sensibilisation sont également organisées auprès de diverses institutions publiques et entreprises privées qui réalisent des travaux publics, elles visent aussi à éviter ce type d'infraction en prenant attache avec les services de la direction de la distribution en vue de leur fournir les plans nécessaires indiquant l'emplacement des ouvrages et des réseaux électriques et gaziers.

Nabil B.



BOUFARIK PRIVÉE D'INTERNET

La spirale infernale du vol de câbles

UN PEU partout sur le territoire de la wilaya de Blida, les actes délictueux connaissent une hausse sans précédent, avec de lourdes conséquences pour les habitants, les entreprises et les services publics qui ne sont pas encore raccordés à la fibre optique, ou dont le déploiement progresse très lentement. En effet, le vol des câbles en cuivre servant à l'internet s'est intensifié ces derniers temps et a été signalé dans plusieurs localités de la wilaya de Blida, cet acte, devenu un fléau récurrent, menace la connectivité de nombreux quartiers. A l'instar d'autres villes, Boufarik subit ce phénomène depuis plus de six mois voire sept mois, malgré l'intervention des services de sécurité qui ont démantelé une bande spécialisée dans ce type de vol. Toutefois, la commune continue de faire face à ces actes criminels. De nombreux quartiers de Boufarik sont ainsi privés d'internet depuis des mois. La majorité des habitants du quartier Beriane, situé à l'ouest de la ville, n'ont plus de connexion depuis cinq mois. Ceux du quartier Hay Louzri sont coupés du réseau depuis trois mois, tandis que les résidants de Graba, à la périphérie nord de Boufarik, et d'autres quartiers de la ville, subissent également cette situation. Par ailleurs, les habitants de la cité des enseignants (Bouchebri) affirment être privés d'internet depuis dix jours en raison du vol récent d'un câble de cuivre de près de 50 mètres alimentant leurs domiciles. «Ce phénomène a toujours existé, mais il a pris de l'ampleur», témoigne un enseignant auprès du Jeune Indépendant. Et d'ajouter : «Le vol a été signalé depuis plus d'une semaine, sans que le problème ne soit réglé. À l'antenne d'Algérie Télécom de Boufarik, on nous a déclaré attendre des directives de la direction de la wilaya pour réparer le câble, sinon patienter jusqu'au raccordement à la fibre, qui avance à pas de tortue dans notre ville.» Avec la multiplication de ces vols, les délais de rétablissement des connexions peuvent être très longs, alimentant un sentiment d'abandon chez les habitants concernés. Les citoyens boufarikois pénalisés par ces actes espèrent qu'Algérie Télécom rétablira rapidement les lignes ADSL coupées et accélérera l'installation de la fibre optique dans les quartiers où les travaux sont actuellement à l'arrêt.

T. Bouhamidi